Avant-projet d'ordonnance portant modification de l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du Ministre-Président ainsi que du Ministre en charge de l'économie ;

Après délibération,

ARRÊTE

Le Ministre-Président est chargé, au nom du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, de présenter au Parlement le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1er

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

Dans l'article 2 de l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1er et 2 :
« La dénomination « citydev.brussels » peut être utilisée par la SDRB de manière équivalente à la dénomination déterminée à l'alinéa 1er. » ;

2° à l'alinéa 3 devenu alinéa 4, les mots « *des lois coordonnées sur les sociétés commerciales* » sont remplacés par les mots «*des parties 1, 2 et 4 du Code des sociétés et des associations* ».

Article 3

Dans l'article 3 de la même ordonnance, la première phrase est remplacée par les deux phrases suivantes, qui forment un premier alinéa :

« *La SDRB accomplit des missions de développement économique, de rénovation urbaine et d'opérateur-ensemblier pour les zone qu'elle développe. Dans l'exercice de ses missions, la SDRB veille, de manière transversale, au respect des objectifs régionaux en matière de politique climatique et d'une utilisation optimale et durable du territoire et de ses ressources* ».

Dans la deuxième phrase, qui devient un second alinéa, le mot « Conseil » est remplacé par le mot « Parlement ».

Article 4

L'article 4 de la même ordonnance est remplacé comme suit :

« Art. 4. §1er. En matière de développement économique, la SDRB est chargée :
1° à titre principal, de promouvoir la création de nouvelles entreprises et le développement des entreprises existantes, en particulier en accroissant les possibilités d''implantation dans la Région d''entreprises industrielles, artisanales ou prestataires de services, en créant et gérant des zones et des bâtiments destinés aux entreprises et en développant des services d''information et de coordination.
2° à titre accessoire, de faciliter la réalisation des projets immobiliers publics d'intérêt régional sur ses sites ou dans ses bâtiments.

En vue d'accomplir ces missions, la SDRB dispose d'un pouvoir général de suggestion, d'impulsion, de participation et de coordination pour la promotion des activités économiques.

§2. Pour la réalisation des missions énumérées au paragraphe premier, la SDRB peut :
1° acquérir, vendre, louer, donner en location, échanger, donner l'usufruit ou assurer la gestion de biens immeubles. Elle peut équiper des terrains de l'infrastructure nécessaire, construire, rénover ou démolir des biens immeubles. En plus, elle peut aussi céder tout droit réel qui repose sur ces biens immeubles ou imposer des servitudes et charges sur eux ;
2° réaliser ou faire réaliser tout investissement ;
3° entreprendre des actions sur la base d''un financement mixte du secteur privé et public, et notamment développer des initiatives et projets en vue de la réalisation de partenariats public-privé dans tous ses domaines de compétence et gérer pour compte de tiers un patrimoine immobilier ;
4° réaliser ou faire réaliser des études qui sont nécessaires à la poursuite de ses missions.

§3. Pour la réalisation des missions énumérées au paragraphe premier, alinéa 1er, 1°, la SDRB établit des critères permettant de réserver une implantation et un accompagnement prioritaires aux entreprises dont l'activité contribue à la transition économique.

Ces critères s'inspirent notamment des objectifs suivants :
1° garantir un niveau de vie suffisant pour les catégories de personnes plus vulnérables ou ayant des besoins spécifiques ;
2° soutenir la densité d'emplois durables et de qualité;
3° développer l'entreprenariat social et démocratique ;
4° contribuer à l'instauration d'une société plus inclusive ;
5° utiliser plus rationnellement les ressources ;
6° améliorer l'incidence environnementale ;
7° contribuer à atteindre les objectifs climatiques de la Région de Bruxelles-Capitale.

La SDRB veille à ne pas accueillir sur ses sites des entreprises qui nuisent significativement à un ou plusieurs de ces objectifs.

§4. La SDRB incite les entreprises implantées dans les sites et bâtiments qu'elle gère à engager des travailleurs domiciliés dans la Région de Bruxelles-Capitale. ».

Article 5

Dans la deuxième phrase de l'article 5, §1er, de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « *principalement* » est inséré entre les mots « *doivent* » et « *être réalisés* ».
2° les mots « *dans les zones stratégiques définies par le Gouvernement ou* » sont insérés entre les mots « *être réalisés* » et « *dans des sites* ».

2° Un quatrième paragraphe, rédigé comme suit, est inséré après le §3 :

« *Le Gouvernement peut fixer des règles ayant trait notamment :*
1° au prix de vente, de location ou de cession de droits réels demandé en contrepartie des logements et des parkings, ainsi qu'à la mutualisation des parkings ;
2° au fait de réserver une priorité, lorsqu'un bien immobilier est vendu, cédé ou loué, aux personnes handicapées, aux personnes ayant des enfants à charge ou ayant des enfants handicapés ;
3° aux conditions auxquelles les acquéreurs occupent, revendent ou louent le bien immobilier. Ces conditions concernent au minimum la domiciliation, les revenus et le patrimoine immobilier dont jouissent ces personnes physiques ainsi que, pendant une période déterminée, l'adhésion de ces dernières à des conditions d'aliénation ou de location du bien immobilier ;
4° aux conditions auxquelles la S.D.R.B. peut déroger aux règles fixées en application du 3°. De telles dérogations ne sont possibles que dans des cas exceptionnels et dûment motivés ou afin de promouvoir la réalisation de projets innovants qui s'inscrivent dans la politique sociale du logement ;
5° aux sanctions applicables en cas de non-respect des règles établies en application du 3° ;
6° à l'extension des zones d'action géographique de la S.D.R.B. au-delà des sites visés au §1er. ».

Article 6

Un article 5/1, rédigé comme suit, est inséré entre les articles 5 et 6 de la même ordonnance :

« Art. 5/1. *En ce qui concerne la mission d'opérateur-ensemblier, la SDRB est chargée, dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage d'opérations mixtes, de développer des projets alliant prioritairement affectations économiques et production de logements sur une même zone ainsi qu'éventuellement d'autres affectations utiles au quartier ou à la ville* ».

Article 7

Dans l'article 6 de la même ordonnance, la deuxième phrase de l'alinéa 1er est remplacée comme suit : « Ces missions spécifiques, dont le coût est à charge, selon le cas, de la Région ou de la commune, doivent être liées aux missions que la SDRB exerce en matière de développement économique, de rénovation urbaine et d'opérateur-ensemblier ».

Article 8

Dans l'article 7 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° le deuxième alinéa du §1er est remplacé par la phrase « *L'utilité publique de l'expropriation ne peut être invoquée que pour les projets visés aux articles 4, 3ème alinéa, 1°, 5§ 1er, et 5/1* ».

2° au §2, les mots « ou comme opérateur-ensemblier » sont ajoutés entre les mots « en matière de rénovation urbaine » et les mots « il n'est pas tenu compte ».

Article 9

Un article 7/1, libellé comme suit, est inséré entre les articles 7 et 8 de la même ordonnance :
« *La Région, les communes, et toutes les personnes morales de droit public créées ou détenues majoritairement, de manière directe ou indirecte, par la Région ou par les communes, ou sur lesquelles la Région exerce un pouvoir de tutelle, sont autorisées à transférer à la SDRB tous les immeubles, en ce compris ceux qui relèvent de leur domaine public, qui sont utiles ou nécessaires à la réalisation des missions et de l'objet social de la SDRB. Elles peuvent aussi accorder à la SDRB des droits réels sur ces biens ou les lui donner en location ou en gestion, quelle que soit la nature juridique de l'opération, et ce à titre gratuit ou onéreux* ».

Article 10

Dans l'article 9, 1° de la même ordonnance , un point e), rédigé comme suit, est ajouté après le point d) :

« e) la poursuite d'objectifs sociaux et environnementaux ».

Article 11

Dans l'article 11 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, le mot « Conseil » est remplacé par le mot « Parlement » ;
2° l'alinéa 3 est remplacé par la phrase « A défaut de renouvellement ou de conclusion d'un nouveau contrat de gestion, le contrat de gestion arrivé à échéance est prorogé de plein droit pour une durée d'un an, renouvelable une fois ».

Article 12

Dans l'article 12 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° La mention « *§1er.* » est ajoutée avant la phrase « *Les organes de gestion de la SDRB sont l'assemblée générale et le conseil d'administration* ».

2° Dans ce §1er nouveau, l'alinéa 2 est remplacé par la phrase suivante :
« *Leur composition garantit :*

1° la représentation des communes et des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs ;
2° une égale représentation des femmes et des hommes en leur sein».

3° Le §1er nouveau est suivi par les 3 paragraphes suivants :
« *§2. Le conseil d'administration peut octroyer au président et au vice-président ou à l'administrateur général et à l'administrateur général adjoint une délégation de compétences.*

§3. La gestion journalière est déléguée à l'administrateur général et à l'administrateur général adjoint agissant conjointement et, en leurs absences, au directeur général qu'ils désignent. Les statuts dressent une liste exhaustive des actes relevant de la gestion journalière.
L'administrateur général et l'administrateur général adjoint peuvent déléguer aux fonctionnaires généraux les mesures d'exécution des décisions relevant de la gestion journalière.
L'administrateur général et l'administrateur général adjoint peuvent déléguer au membre du personnel qu'il désigne le pouvoir de signer les décisions, la correspondance, ainsi que tous actes et documents relevant de la gestion journalière.
L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont également compétents pour arrêter le cahier spécial des charges, engager la procédure d'attribution, attribuer ou décider de ne pas attribuer, contrôler l'exécution des marchés publics passés par procédure négociée sans publication préalable visés à l'article 42, § 1er, alinéa 1er, 1°, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
Une fois par an ou sur simple demande du conseil d'administration, l'administrateur général et l'administrateur général adjoint informent le conseil d'administration à propos de l'objet des marchés passés, de leur montant, des entreprises consultées et des adjudicataires.
En cas d'urgence impérieuse, lorsque la situation nécessite une réaction immédiate et ne permet pas d'attendre la prochaine réunion du conseil d'administration, l'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont compétents pour arrêter le cahier spécial des charges, engager la procédure d'attribution, attribuer ou décider de ne pas attribuer, contrôler l'exécution d'autres marchés publics que ceux visés à l'article 42, § 1er, alinéa 1er, 1°, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. Dans ce cas, il est fait immédiatement rapport lors du prochain conseil d'administration pour information.
Les directeurs généraux sont compétents pour arrêter le cahier spécial des charges, engager la procédure d'attribution, attribuer ou décider de ne pas attribuer, contrôler l'exécution des marchés publics de faible montant visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
Chaque directeur général informe régulièrement l'administrateur général et l'administrateur général adjoint à propos de l'objet des marchés passés, de leur montant, des entreprises consultées et des adjudicataires.

§ 3.L'administrateur général et l'administrateur général adjoint appartiennent à des groupes linguistiques différents.§4. Les statuts peuvent préciser le fonctionnement des organes de gestion ».

4° Les phrases « *Les statuts fixent la composition et le fonctionnement des organes de gestion. Ils garantissent la représentation des communes et des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs au sein des organes de gestion* » sont supprimées.

Article 13

Un article 13/1, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« *§1er. L'assemblée générale est composée de 18 membres :*

a) 9 membres désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

b) 9 membres désignés par la conférence des bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale.

Quatre des membres mentionnés ci-dessus font partie du conseil d'administration, dont le président et le vice-président.

§2. Participent également aux réunions de l'assemblée générale 6 observateurs désignés par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs représentées au sein de Brupartners. Ces observateurs ne participent pas à la souscription du capital et ont voix consultative ».

Article 14

L'article 14 de la même ordonnance est remplacé comme suit :

« § 1er. Le conseil d''administration délibère sur les options stratégiques relatives aux missions de développement économique, de rénovation urbaine et d'opérateur-ensemblier définies aux articles 4, 5et 5/1. Il assure la gestion des services généraux.

Le conseil d'administration fixe le plan de personnel ainsi que le statut administratif et pécuniaire du personnel. Le plan de personnel est un plan, éventuellement pluriannuel, dans lequel est déterminé, par domaine d''activité, par niveau, par rang et par grade, le nombre de membres du personnel exprimé en équivalents temps plein jugés nécessaires à l''exécution des missions assignées à la SDRB. En cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées, le conseil d'administration peut déroger au plan de personnel qu'il a fixé.

§ 2. Le conseil d'administration compte 12 membres et un membre surnuméraire invité:

a) quatre membres sont désignés par les membres de l'assemblée générale désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et,

b) deux membres sont désignés par les membres de l'assemblée générale désignés par la conférence des bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 13/1, §1er .

c) six membres sont désignés par les membres de l'assemblée générale visés aux points a) et b), sur proposition,

- pour moitié, des organisations représentatives des travailleurs représentées au sein de Brupartners et,
- pour moitié des organisations représentatives des employeurs représentées au sein de Brupartners, un membre étant proposé par les organisations des classes moyennes représentées au sein de Brupartners.

Un membre surnumeraireinvité représente un groupe politique démocratique ou une liste apparentée à un groupe politique démocratique représenté au sein du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et ne faisant pas partie de la majorité parlementaire régionale.

Dans l'hypothèse où un ministre de tutelle ne peut exercer son contrôle par l'intermédiaire d'un commissaire de gouvernement visé à l'article 22, le Gouvernement peut, sur proposition de ce ministre de tutelle, désigner un observateur auprès du conseil d'administration. Cet observateur dispose d'une voix consultative.

§ 3. Les administrateurs visés à l'article 14, §2, alinéa 1er, a), ne peuvent être révoqués par l'assemblée générale que sur proposition du groupe des membres de l'assemblée générale visés à l'article 13/1, §1er, alinéa 1er, a).

Les administrateurs visés à l'article 14, §2, alinéa 1er, b), ne peuvent être révoqués par l'assemblée générale que sur proposition du groupe de membres de l'assemblée générale visés à l'article 13/1, §1er, alinéa 1er, b).

Les administrateurs visés à l'article 14, §2, alinéa 1er, c), ne peuvent être révoqués par l'assemblée générale que sur proposition de l'organisation qui les a présentés.
Le remplaçant est désigné conformément à l'article 14, §2, alinéa 1er.
§ 4. Le mandat des administrateurs expire en même temps que celui des membres de l'assemblée générale et est renouvelable.
Les conditions d'incompatibilité ou de perte de la qualité de membre de l'assemblée générale s'appliquent au mandat d'administrateur.
Les émoluments et les indemnités des administrateurs sont fixés par l'assemblée générale et sont à charge de la SDRB ».

Article 15

Un article 14/1, libellé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :
« §1er. Le conseil d'administration est assisté par un comité d'audit qui est composé du président, du vice-président, d'un administrateur parmi ceux proposés par les organisations représentatives des employeurs, d'un administrateur parmi ceux proposés par les organisations représentatives des travailleurs, de l'administrateur général, du directeur général ayant les services généraux dans ses attributions, des commissaires du Gouvernement, de l'observateur visé à l'article 14, § 2, alinéa 3 et d'un expert indépendant externe désigné par le conseil d'administration.

§2. Le comité d'audit assiste le conseil d'administration au sujet de toutes les questions relatives à la participation de la SDRB dans le capital d'autres structures.
Le comité d'audit assiste également le conseil d'administration pour l'examen des informations financières relatives à la SDRB et aux sociétés dont elle est actionnaire, notamment les comptes annuels, le rapport de gestion et les rapports intermédiaires. Il s'assure également de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques. Il prépare le budget et les comptes annuels de la SDRB.
A tout moment, le conseil d'administration peut confier une mission spécifique au comité d'audit, selon les modalités qu'il détermine.

§ 3. Pour l'accomplissement de ses missions, le comité d'audit peut se faire produire toute pièce ou information. Il peut mener toute investigation qu'il juge utile. Le conseil d'administration veille à mettre tous les moyens nécessaires à sa disposition.
Le comité d'audit peut inviter à ses réunions toute personne qu'il juge utile.
Le secrétariat est assuré par le directeur général ayant les services généraux dans ses attributions.

§ 4. Le comité d'audit remet un rapport annuel au conseil d'administration. Il fait rapport sur l'exercice de ses missions. Il formule tous les commentaires et recommandations qu'il juge utiles, en ayant égard, notamment, à l'exigence de saine gestion financière, budgétaire et comptable de la SDRB. ».

Article 16

Dans l'article 15 de la même ordonnance, le §2, alinéas 1er et 2, est remplacé par les mots :
« *L'administrateur qui agit contrairement aux interdictions prévues au §1er peut être révoqué par l'assemblée générale selon les modalités fixées à l'article 14, §3* ».

Article 17

Dans l'article 16 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :
1° L'alinéa 1er est remplacé par les mots :
« *Le président et le vice-président sont désignés par le Gouvernement parmi les administrateurs visés à l'article 14, §2, alinéa 1er, a)* ».
2° A l'alinéa 1er, la phrase suivante est ajoutée : « *Le président et le vice-président sont d'un rôle linguistique différent* ».
3° A l'alinéa 2, les mots « de l'administrateur délégué » sont remplacés par les mots « *du vice-président* ».
4° A l'alinéa 3, les mots « l'administrateur délégué » sont remplacés par les mots « *le vice-président* ».

Article 18

L'article 17 de la même ordonnance et la sous-section 3 du chapitre III sont abrogés.

Article 19

L'article 18, §1er, alinéa 1er, deuxième tiret, de la même ordonnance est remplacé par les mots « - des revenus acquis dans le cadre de ses missions de développement économique, de rénovation urbaine et d'opérateur-ensemblier ».

Article 20

A l'article 20 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au §1er, le mot « a » est remplacé par le mot « à ».

2° Au §2, alinéa 2, le mot « prioritairement » est inséré entre les mots « être produits » et « dans des sites ».

3° Au §3, l'alinéa premier, le mot « *annuellement* » est ajouté après le mot « *approuvé* ».

4° Il est inséré un deuxième alinéa libellé comme suit : « *Sans préjudice du §4 et dans le respect de l'enveloppe de subsides octroyés conformément à l'art 20 § 1, la SDRB est autorisée à opérer des glissements au sein du plan pluriannuel d'investissement afin de répondre aux circonstances particulières des projets qu'il contient.*

Ce plan pluriannuel est composé :

- *d'un volet « encours »*
- *d'un volet « projectif » indiquant l'ensemble des projets à l'étude dont la programmation définitive et le financement (définitif) ne sont pas encore déterminés* ».

5°° Au §3, alinéa 4, le mot « entraide » est remplacé par le mot « *entraîne* ».

Article 21

Un article 20/1, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance : « Les moyens financiers destinés au financement de la mission d'opérateur-ensemblier seront octroyés aux conditions négociées dans le contrat de gestion visé à l'article 9 et arrêtées par le Gouvernement ».

Article 22

A l'article 21§2, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er , les mots « aux articles 19 et 20 » sont remplacés par les mots « aux articles 19, 20 et 20/1 ».

2° au deuxième alinéa, les mots « comité financier » sont remplacés par les mots « comité d'audit ».

Article 23

A l'article 22§3 alinéa 1er de la même ordonnance, les mots « *de l'administrateur délégué* » sont remplacés par les mots « *du vice-président* ».

Article 24

Dans la même ordonnance, il est inséré un article 26/1 rédigé comme suit :
« Art. 26/1. La SDRB est autorisée à accéder à toutes les sources et données authentiques nécessaires pour exercer ses missions dans le respect du prescrit de l'ordonnance du 17 juillet 2020 garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité, et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier.

La SDRB est notamment autorisée à accéder aux sources et données authentiques suivantes :

1° En ce qui concerne les personnes physiques : les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, le sexe, la nationalité, la résidence principale, le lieu et la date du décès ou, en cas de déclaration d'absence, la date de la transcription de la décision déclarative d'absence, l'état civil, la composition du ménage, la situation de handicap, l'attestation de la qualité de non-propriétaire d'un bien affecté au logement sis en Belgique, le montant du revenu imposable, le montant du loyer demandé pour la location d'un logement produit par l'entremise de la SDRB.

2° En ce qui concerne les personnes morales : la composition des organes de gestion, la situation budgétaire et comptable, la région dans laquelle sont domiciliés les travailleurs qu'elle emploie.

La SDRB est autorisée à utiliser le numéro de registre national, conformément à l'article 8, § 1er, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

La SDRB est responsable des traitements de données à caractère personnel effectués dans le cadre des missions que la présente ordonnance lui confie. ».

Article 25

§1. Dans la même ordonnance, un chapitre VI bis, intitulé « *Accès aux sources authentiques* », est inséré après le chapitre VI.

§2. Des articles 26/1 à 26/8, rédigés comme suit, sont insérés dans le chapitre VI bis :

« Section 1. Données nécessaires aux missions d'intérêt public

Art. 26/1. §1er. En vue de la réalisation de ses missions d'intérêt public établies aux articles 5, en particulier le §4, et 20 de la présente ordonnance, la S.D.R.B. est autorisée à accéder :

1° aux informations visées à l'article 3, points 1° à 9° et 13° de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ;

2° aux informations relatives au handicap éventuel d'un candidat acquéreur. Le Gouvernement définit la notion de handicap ;
3° aux informations relatives au patrimoine immobilier résidentiel du candidat acquéreur et le cas échéant son conjoint ou cohabitant légal, sur le territoire du royaume de Belgique ;
4° aux informations relatives aux revenus annuels imposables du candidat acquéreur et le cas échéant son conjoint ou cohabitant légal.

§2. En vue de la réalisation de ses missions d'intérêt public établies aux articles 5 et 20 de la présente ordonnance, la S.D.R.B. est autorisée à traiter le numéro d'identification de personnes inscrites au Registre national des personnes physiques selon les modalités définies dans la présente ordonnance.

Art. 26/2. En vue de la réalisation de ses missions d'intérêt public établies aux articles 4 et 19 de la présente ordonnance, la S.D.R.B. est autorisée à accéder aux informations permettant de mesurer le taux d'emploi, dans les entreprises implantées sur ses sites, de personnes domiciliées dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Section 2 – Finalité de traitement des données

Art. 26/3. §1er. L'accès aux informations visées à l'article 3, points 1°, 2° à l'exception du lieu de naissance, 5°, 8°, 9° et 13° de la loi du 8 août 1983 organisation un Registre national des personnes physiques, ainsi que les informations visées à l'article 1er, §1er, 2° à 4°, ne peuvent être utilisées qu'aux fins :

1° d'assurer la réalisation des opérations d'aliénation ou d'occupation de logements dont la production bénéficie de subsides de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2° d'exécuter les opérations de contrôle du respect des conditions d'accès et d'occupation imposées pour une durée déterminée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu des articles 5, § 4, et 20, §2, 2°, de la présente ordonnance, aux acquéreurs de logements dont la production bénéficie de subsides de la Région de Bruxelles-Capitale.

§2. L'accès aux informations visées à l'article 3, point 1° à 9° et 13° de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques est également autorisé pour la réalisation d'études statistiques et scientifiques définies par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou par les contrats de gestion successifs, dans le but d'évaluer l'impact de l'action publique menée par la S.D.R.B.

§3. Le traitement des numéros d'identification du registre national est limité à l'accomplissement des missions visées à l'article 5 et 20 de la présente ordonnance et aux missions découlant des contrats de gestions prévus aux articles 9 et 10 de la présente ordonnance.

Art. 26/4. L'accès aux informations prévues à l'article 26/2 ne pourra être utilisé que pour la réalisation de statistiques mesurant le taux d'emploi de personnes domiciliées dans la Région de Bruxelles-Capitale et travaillant dans les entreprises accueillies sur les sites de la S.D.R.B.

Art. 26/5. L'autorisation d'utiliser le numéro d'identification au registre national est limitée à l'accomplissement des missions prévues aux articles 5 et 20 de la présente ordonnance.

Section 3 – Agents ayant accès aux données

Art. 26/6. §1er. Le traitement opérationnel des données prévu à l'article 26/1 n'est autorisé au sein de la S.D.R.B. que par :

1° le Directeur général du département de la Rénovation Urbaine de la S.D.R.B.;

2° les fonctionnaires de la Direction générale de la Rénovation urbaine précitée qui, compte tenu de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives, ont été désignés nommément et par écrit à cette fin par le conseil d'administration de la S.D.R.B.;
3° les fonctionnaires du service IT de l'Administration générale de la S.D.R.B., uniquement dans une finalité d'assistance technique aux fonctionnaires prévus aux points 1° et 2°.

§2. Les fonctionnaires visés au paragraphe 1er, 1° et 2°, sont autorisés à utiliser le numéro d'identification de personnes inscrites au Registre national des personnes physiques.

L'autorisation d'utiliser le numéro d'identification est limitée à l'accomplissement des missions prévues à l'article 5 et 20 de la présente ordonnance.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé que dans les relations nécessaires à l'accomplissement de ces tâches avec :
1° le titulaire du numéro d'identification ou son représentant légal;
2° les autorités publiques et organismes qui, conformément à l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes reçu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

Art. 26/7. Les informations obtenues en application des articles qui précèdent ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa précédent :
1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations, ou leurs représentants légaux;
2° les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leurs désignation et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent aux fins visées à l'article 1er, alinéa 2, avec le Département de la Rénovation Urbaine de la S.D.R.B.

Article 26/8. La S.D.R.B. est responsable des traitements de données à caractère personnel effectués dans le cadre des missions que la présente ordonnance lui confie ».

Rudi VERVOORT
Ministre-Président

Voorontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

BESLUIT

De Minister-President is ermee belast bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement in naam van de Regering het ontwerp van ordonnantie, in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

In artikel 2 van de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelings-maatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Tussen het eerste en tweede lid wordt een lid ingevoegd, opgesteld als volgt:
"De GOMB mag de naam "citydev.brussels" gebruiken als equivalent van de in het eerste lid bepaalde naam ";

2° Het derde lid wordt het vierde lid. Daarin worden de woorden "*van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen*" vervangen door de woorden "*van deel 1, 2 en 4 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen*".

Artikel 3

De eerste zin van artikel 3 van de ordonnantie wordt vervangen door deze twee zinnen, die samen het eerste lid vormen:

"De GOMB vervult opdrachten inzake economische ontwikkeling en stadsvernieuwing en in de gebieden die ze ontwikkelt, treedt ze op als coördinator. Bij de uitvoering van haar opdrachten waakt de GOMB er op transversale wijze over te handelen volgens de gewestelijke doelstellingen inzake klimaatbeleid en een optimaal en duurzaam gebruik van het grondgebied en van de aanwezige hulpbronnen."

De tweede zin wordt het tweede lid. Daarin worden de woorden "de Brusselse Hoofdstedelijke Raad" vervangen door de woorden "het Brussels Hoofdstedelijk Parlement".

Artikel 4

Artikel 4 van de ordonnantie wordt als volgt vervangen:

"Art. 4. § 1. Inzake economische ontwikkeling is de GOMB belast:
1° hoofdzakelijk: met de bevordering van de oprichting van nieuwe ondernemingen en de ontwikkeling van de bestaande ondernemingen in het bijzonder door de vestigingsmogelijkheden van industriële, ambachtelijke en dienstverlenende ondernemingen in het gewest te vergroten, door bedrijvenzones en bedrijfsgebouwen tot stand te brengen en te beheren en door informatie- en coördinatiediensten te ontwikkelen;
2° bijkomend: met het faciliteren van de verwezenlijking van openbare vastgoedprojecten van gewestelijk belang op haar sites of in haar gebouwen.

Met het oog op de vervulling van deze opdrachten beschikt de GOMB over een algemeen recht om voorstellen te formuleren voor, impulsen te geven aan, deel te nemen aan en coördinerend op te treden in zaken met betrekking tot de promotie van de economische bedrijvigheid.

§ 2. De GOMB kan voor de verwezenlijking van de in de eerste paragraaf opgesomde opdrachten:
1° onroerende goederen verwerven, verkopen, huren, verhuren, ruilen, in vruchtgebruik geven of in beheer nemen. Zij kan terreinen uitrusten met de nodige infrastructuur, gebouwen optrekken, renoveren of afbreken. Bovendien kan zij tevens afstand doen van eender welk zakelijk recht dat op deze onroerende goederen rust of ze met erfdienstbaarheden en lasten bezwaren;
2° alle investeringen uitvoeren of laten uitvoeren;
3° acties ondernemen op basis van een gemengd private en openbare financiering, en onder meer initiatieven en projecten ontwikkelen om publiek-private samenwerkingen te verwezenlijken in al haar bevoegdheidsdomeinen en voor rekening van derden een vastgoedpatrimonium beheren;
4° studies uitvoeren of laten uitvoeren die noodzakelijk zijn voor het verder vervullen van haar opdrachten.

§ 3. Om de opdrachten uit het eerste punt van het eerste lid van de eerste paragraaf te verwezenlijken, bepaalt de GOMB criteria die het mogelijk maken om vestigingen en begeleidingsdiensten in de eerste plaats voor te behouden voor ondernemingen waarvan de activiteiten bijdragen tot de economische transitie.

Die criteria berusten onder meer op deze doelstellingen:
1° een adequate levenstandaard garanderen voor kwetsbaardere personen en personen met specifieke behoeften;
2° de dichtheid van duurzame en kwaliteitsvolle tewerkstelling ondersteunen;
3° sociaal en democratisch ondernemerschap ontwikkelen;
4° bijdragen tot een inclusievere maatschappij;
5° hulpbronnen rationeler benutten;
6° de milieueffecten verbeteren;
7° bijdragen tot het behalen van de klimaatdoelstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De GOMB waakt erover geen bedrijven op haar sites te vestigen die een of meer van die doelstellingen aanzienlijk zouden ondergraven.

§ 4. De GOMB moedigt de bedrijven die gevestigd zijn op de sites en in de gebouwen die ze beheert, aan om werknemers aan te werven die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedomicilieerd zijn".

Artikel 5

In de tweede zin van artikel 5, § 1, van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "met voorrang" worden ingevoegd tussen de woorden "*moeten*" en "worden gebouwd";
2° de woorden "in de door de Regering bepaalde strategische gebieden of" worden ingevoegd tussen de woorden "worden gebouwd" en "*in gebieden*".

2° Na § 3 wordt een vierde paragraaf ingevoegd die luidt als volgt:

"De Regering kan regels vaststellen met betrekking tot inzonderheid:
1° de prijs die wordt aangerekend voor het verkopen, verhuren of overdragen van zakelijke rechten als tegenprestatie voor woningen en parkings of voor een gedeeld gebruik van parkings;
2° het toekennen van voorrang wanneer een onroerend goed verkocht, overgedragen of verhuurd wordt aan personen met een handicap, personen met kinderen ten laste of met kinderen met een handicap;
3° de voorwaarden voor kopers om het onroerend goed te betrekken, door te verkopen of te verhuren. Deze voorwaarden betreffen op zijn minst de woonplaats, het inkomen en het onroerend vermogen van deze natuurlijke personen en gedurende een vastgestelde periode de naleving van de voorwaarden voor het vervreemden of verhuren van het onroerend goed;
4° de voorwaarden waaronder de GOMB kan afwijken van de regels vastgesteld op grond van 3°. Dit soort afwijkingen is slechts mogelijk in uitzonderlijke en naar behoren gemotiveerde gevallen of om de uitvoering van vernieuwende projecten te bevorderen die kaderen in het beleid inzake sociale huisvesting;
5° de sancties die gelden bij niet-naleving van de regels bepaald op grond van 3°;
6° de uitbreiding van de geografische gebieden waar de GOMB op het vlak van stadsvernieuwing actief is buiten de sites bedoeld in §1".

Artikel 6

Tussen de artikelen 5 en 6 van diezelfde ordonnantie wordt een artikel 5/1 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 5/1. *Als onderdeel van haar coördinatieopdracht wordt de GOMB ermee belast om in het kader van het bouwheerschap van gemengde projecten te voorzien in de ontwikkeling van projecten die bij*

voorrang een economische bestemming koppelen aan de productie van woningen in hetzelfde gebied, alsook alle andere bestemmingen die van nut zijn voor de wijk of de stad."

Artikel 7

In artikel 6 van diezelfde ordonnantie wordt de tweede zin van het eerste lid vervangen als volgt: *"Deze specifieke opdrachten, die al naargelang van het geval worden uitgevoerd op kosten van het Gewest of de gemeente, moeten verband houden met de opdrachten die de GOMB vervult inzake economische ontwikkeling, stadsvernieuwing of als onderdeel van haar coördinatieopdracht".*

Artikel 8

In artikel 7 van diezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid van § 1 wordt vervangen door de zin *"Het openbaar nut van de onteigening mag enkel worden ingeroepen voor projecten bedoeld in de artikelen 4, derde lid, 1°, 5§ 1, en 5/1".*

2° in §2 worden de woorden *"of als deel van haar coördinerende opdracht"* ingevoegd tussen de woorden *"in het kader van stadsvernieuwing"* en de woorden *"wordt geen rekening gehouden".*

Artikel 9

Tussen de artikelen 7 en 8 van diezelfde ordonnantie wordt een artikel 7/1 ingevoegd dat luidt als volgt:
"Het Gewest, de gemeenten en alle publiekrechtelijke rechtspersonen waarvoor rechtstreeks of onrechtstreeks geldt dat zij door het Gewest of de gemeenten opgericht of hiervan voor het grootste deel eigendom zijn of waarop het Gewest een toezichthoudende bevoegdheid uitoefent, worden gemachtigd alle onroerende goederen, ook die welke behoren tot hun openbaar domein, over te hevelen naar de GOMB, in zoverre deze dienstig of noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de opdrachten en het maatschappelijk doel van de GOMB. Zij mogen de GOMB tevens zakelijke rechten op deze goederen toekennen of deze eraan verhuren of in beheer geven, ongeacht de juridische aard van de operatie, en dit zowel kosteloos als tegen betaling."

Artikel 10

In artikel 9, 1° van de ordonnantie wordt na punt d) een punt e) ingevoegd dat als volgt luidt:

"e) het nastreven van maatschappelijke en milieudoelstellingen;"

Artikel 11

In artikel 11 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de Brusselse Hoofdstedelijke Raad" vervangen door de woorden "het Brussels Hoofdstedelijk Parlement";

2° het derde lid wordt vervangen door deze zin: "Als de beheersovereenkomst niet wordt verlengd of er geen nieuwe beheersovereenkomst wordt gesloten, wordt de aflopende beheersovereenkomst van rechtswege verlengd met één jaar, eenmaal verlengbaar."

Artikel 12

In artikel 12 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De vermelding *"§ 1."* wordt toegevoegd voor de zin *"De bestuursorganen van de GOMB zijn de algemene vergadering en de raad van bestuur."*

2° In de nieuwe § 1 wordt het tweede lid vervangen door deze zin:
"Hun samenstelling waarborgt:
1° de vertegenwoordiging van de gemeenten en de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties;
2° de gelijke vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in die bestuursorganen.".

3° Na de nieuwe § 1 worden de drie volgende paragrafen ingevoegd:
"§2. "§ 2. De raad van bestuur kan aan de voorzitter en de ondervoorzitter of aan de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal een bevoegdheidsdelegatie verlenen.

§ 3. Het dagelijks bestuur wordt gedelegeerd aan de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal, die samen handelen, als ze afwezig zijn, aan de directeur-generaal die ze aanwijzen. De statuten geven een exhaustieve lijst van de handelingen die onder het dagelijks bestuur vallen.
De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal kunnen de uitvoeringsmaatregelen van de beslissingen die onder het dagelijks bestuur vallen, delegeren aan de ambtenaren-generaal.
De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal kunnen bevoegdheidsdelegatie verlenen aan het door hen aangewezen personeelslid voor de ondertekening van de beslissingen, de correspondentie en alle handelingen en documenten die onder het dagelijks bestuur vallen.
De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal zijn ook bevoegd om voor de overheidsopdrachten die worden geplaatst bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking waarvan sprake in artikel 42, § 1, eerste lid, 1°, a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, het bestek vast te leggen, de gunningsprocedure op te starten, de opdracht te gunnen of te beslissen om ze niet te gunnen en de uitvoering te controleren. Eenmaal per jaar of op eenvoudig verzoek van de raad van bestuur brengen de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal de raad van bestuur op de hoogte van het voorwerp en het bedrag van de geplaatste opdrachten, de geraadpleegde ondernemingen en de opdrachtnemers..
In geval van dwingende spoed, wanneer de situatie een onmiddellijke reactie vereist en niet toelaat te wachten tot de volgende zitting van de raad van bestuur, zijn de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal bevoegd om voor andere overheidsopdrachten dan die waarvan sprake in artikel 42, § 1, eerste lid, 1°, a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, het bestek vast te leggen, de gunningsprocedure op te starten, de opdracht te gunnen of te beslissen om ze niet te gunnen en de uitvoering te controleren. In dat geval wordt ter informatie onmiddellijk verslag uitgebracht op de volgende zitting van de raad van bestuur.

De directeurs-generaal zijn bevoegd om voor de overheidsopdrachten van beperkte waarde waarvan sprake in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, het bestek vast te leggen, de gunningsprocedure op te starten, de opdracht te gunnen of te beslissen om ze niet te gunnen en de uitvoering te controleren. Elke directeur-generaal brengt de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal regelmatig op de hoogte van het voorwerp en het bedrag van de geplaatste opdrachten, de geraadpleegde ondernemingen en de opdrachtnemers.

§ 3. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal behoren tot een verschillende taalrol. § 4. De statuten kunnen de werking van de bestuursorganen verduidelijken."

4° De zinnen *"De statuten bepalen samenstelling en de werkwijze van de bestuursorganen. Ze waarborgen de vertegenwoordiging van de gemeenten en de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers in de bestuursorganen"* worden geschrapt.

Artikel 13

Er wordt een artikel 13/1 ingevoegd in diezelfde ordonnantie dat luidt als volgt:
"§1. De algemene vergadering bestaat uit 18 leden:

a) 9 leden die worden aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

b) 9 leden die worden aangesteld door de conferentie van burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Vier van de bovenvermelde leden, onder wie de voorzitter en de ondervoorzitter, maken deel uit van de raad van bestuur.
§ 2. Aan de zittingen van de algemene vergadering nemen ook 6 waarnemers deel, die worden aangesteld door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties die worden vertegenwoordigd in Brupartners.
Die waarnemers nemen niet deel in het kapitaal en hebben een raadgevende stem."

Artikel 14

Artikel 14 van de ordonnantie wordt als volgt vervangen:

"§ 1. De raad van bestuur beraadt zich over de strategische keuzen betreffende de economischeontwikkelings-, stadsvernieuwings- en coördinatieopdrachten zoals bepaald in artikel 4, 5 en 5/1. Hij verzekert het bestuur van de algemene diensten.
De raad van bestuur bepaalt het personeelsplan, en het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel. Het personeelsplan is een plan (eventueel een meerjarenplan) waarin per werkdomein, per niveau, per rang en per graad het in voltijdse equivalenten uitgedrukte aantal personeelsleden wordt bepaald dat nodig wordt geacht voor de uitvoering van de aan de GOMB toegekende opdrachten. In uitzonderlijke, naar behoren gemotiveerde omstandigheden kan de raad van bestuur afwijken van het personeelsplan dat hij heeft bepaald.

§ 2. De raad van bestuur telt 12 leden en een lid in overtal dat wordt uitgenodigd:
a) Vier leden worden aangesteld door de leden van de algemene vergadering die worden aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.
b) Twee leden worden aangesteld door de leden van de algemene vergadering die worden aangesteld door de conferentie van burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig artikel 13/1, § 1.

c) Zes leden worden aangesteld door de leden van de algemene vergadering waarvan sprake in punten a) en b), op voorstel,
- voor de helft, van de representatieve werknemersorganisaties die worden vertegenwoordigd in Brupartners,
- voor de helft, van de representatieve werkgeversorganisaties die worden vertegenwoordigd in Brupartners. Eén lid daarvan wordt voorgesteld door de middenstandsorganisaties die worden vertegenwoordigd in Brupartners.
Eén lid in overtal dat wordt uitgenodigd, vertegenwoordigt een democratische politieke fractie of een lijst verbonden met een democratische politieke fractie vertegenwoordigd in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement die geen deel uitmaakt van de parlementaire meerderheid in het Gewest.
Indien een voogdijminister zijn controleopdracht niet kan uitvoeren via een regeringscommissaris zoals bedoeld in artikel 22, kan de Regering, op voorstel van die voogdijminister, een waarnemer aanstellen in de raad van bestuur. Die waarnemer heeft een raadgevende stem.
§ 3. § 3. De bestuurders bedoeld in artikel 14, § 2, eerste lid, a) kunnen enkel door de algemene vergadering worden afgezet op voorstel van de groep van leden van de algemene vergadering bedoeld in artikel 13/1, § 1, eerste lid, a).
De bestuurders bedoeld in artikel 14, § 2, eerste lid, b) kunnen enkel door de algemene vergadering worden afgezet op voorstel van de groep van leden van de algemene vergadering bedoeld in artikel 13/1, § 1, eerste lid, b).
De bestuurders bedoeld in artikel 14, § 2, eerste lid, c) kunnen enkel door de algemene vergadering worden afgezet op voorstel van de organisatie die hen heeft voorgedragen.
De vervanger wordt aangesteld overeenkomstig artikel 14, § 2, eerste lid.
§ 4. Het mandaat van de bestuurders verstrijkt op hetzelfde ogenblik als dat van de leden van de algemene vergadering, en is verlengbaar.
De voorwaarden van onverzoenbaarheid of van verlies van de hoedanigheid van lid van de algemene vergadering zijn toepasselijk op het mandaat van bestuurder.
De bezoldigingen en vergoedingen van de bestuurders worden vastgesteld door de algemene vergadering en zijn ten laste van de GOMB."

Artikel 15

Er wordt een artikel 14/1 ingevoegd in diezelfde ordonnantie dat luidt als volgt:
"§1. De raad van bestuur wordt bijgestaan door een auditcomité dat bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter, een van de door de representatieve werkgeversorganisaties voorgedragen bestuurders, een van de door de representatieve werknemersorganisaties voorgedragen bestuurders, de administrateur-generaal, de directeur-generaal van de Algemene Diensten, de regeringscommissarissen, de waarnemer bedoeld in artikel 14, § 2, derde lid en een onafhankelijke externe deskundige die door de raad van bestuur wordt aangewezen.

§ 2. Het auditcomité staat de raad van bestuur bij in alle kwesties met betrekking tot de deelneming van de GOMB in het kapitaal van andere structuren.
Het auditcomité staat de raad van bestuur ook bij in het onderzoek van de financiële informatie over de GOMB en over de vennootschappen waarvan ze aandeelhouder is, met name de jaarrekening, het beheersverslag en de tussentijdse verslagen. Het vergewist zich ook van de betrouwbaarheid en de integriteit van de financiële verslagen inzake risicobeheer. Het bereidt de begroting en de jaarrekening van de GOMB voor.
De raad van bestuur kan te allen tijde een specifieke opdracht toevertrouwen aan het auditcomité volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

§ 3. Voor de uitvoering van zijn opdrachten kan het auditcomité alle stukken of informatie opvragen. Het kan elk onderzoek dat het nuttig acht, uitvoeren. De raad van bestuur ziet erop toe dat het alle nodige middelen ter beschikking heeft.
Het auditcomité kan op zijn vergaderingen iedereen uitnodigen die het nuttig acht.
Het secretariaat wordt verzekerd door de directeur-generaal van de Algemene Diensten.

§ 4. Het auditcomité bezorgt de raad van bestuur een jaarlijks verslag. Het brengt verslag uit van de uitvoering van zijn opdrachten. Het formuleert alle opmerkingen en aanbevelingen die het nuttig acht, onder meer rekening houdend met de vereiste van een gezond financieel, budgettair en boekhoudkundig beheer van de GOMB ".

Artikel 16

In artikel 15, § 2 van diezelfde ordonnantie worden het eerste en het tweede lid vervangen door de woorden:
"Bestuurders die in strijd met de in § 1 bepaalde verbodsbepalingen handelen, kunnen door de algemene vergadering worden afgezet volgens de modaliteiten die worden bepaald in artikel 14, § 3.".

Artikel 17

In artikel 16 van diezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° Het eerste lid wordt vervangen door de woorden:
"De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Regering aangesteld onder de bestuurders waarvan sprake in artikel 14, § 2, eerste lid, a)."
2° Aan het eerste lid wordt de volgende zin toegevoegd: *"De voorzitter en de ondervoorzitter zijn van een verschillende taalrol."*
3° In het tweede lid worden de woorden "de gedelegeerd bestuurder" vervangen door de woorden *"de ondervoorzitter"*.
4° In het derde lid worden de woorden "de gedelegeerd bestuurder" vervangen door de woorden *"de ondervoorzitter"*.

Artikel 18

Artikel 17 en onderafdeling 3 van hoofdstuk III van diezelfde ordonnantie worden opgeheven.

Artikel 19

Het tweede streepje van het eerste lid van § 1 van artikel 18 van de ordonnantie wordt vervangen door de woorden *"inkomsten uit haar economischeontwikkelings-, stadsvernieuwings- en coördinatieopdrachten"*.

Artikel 20

In artikel 20 van diezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 1 van de Franse tekst wordt het woord *"a"* vervangen door het woord *"à"*.

2° In § 2, tweede lid, worden de woorden "met voorrang" ingevoegd tussen de woorden "*moeten*" en "*worden gebouwd*".

3° In § 3, eerste lid, wordt het woord "*jaarlijks*" toegevoegd voor de woorden "*is goedgekeurd*".

4° Er wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt: "Onverminderd §4 en met inachtneming van de enveloppe met subsidies die overeenkomstig artikel 20 §1 zijn toegewezen, is het voor de GOMB toegestaan om in het meerjarig investeringsplan verschuivingen door te voeren teneinde in te spelen op bijzondere omstandigheden die gepaard gaan met de daarin opgenomen projecten.

Dat meerjarenplan omvat:

- *een onderdeel "uitstaande bedragen"*
- *een "projectief" onderdeel met een overzicht van alle onderzochte projecten waarvoor de definitieve programmering en de (definitieve) financiering nog niet bepaald zijn."*

5° In § 3, vierde lid, van de Franse tekst wordt het woord "*entraide*" vervangen door het woord "*entraîne*".

Artikel 21

Er wordt een artikel 20/1 ingevoegd in diezelfde ordonnantie dat luidt als volgt: *"De financiële middelen voor de financiering van de coördinatieopdracht worden toegekend overeenkomstig de voorwaarden die werden bedongen in de beheersovereenkomst waarvan sprake in artikel 9 en die zijn vastgesteld door de Regering."*

Artikel 22

In artikel 21, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden "*in artikelen 19 en 20*" vervangen door de woorden "*in artikelen 19, 20 en 20/1*".

2° In het tweede lid worden de woorden "*financieel comité*" vervangen door het woord "*auditcomité*".

Artikel 23

In artikel 22, § 3, eerste lid, van diezelfde ordonnantie worden de woorden "*de gedelegeerd bestuurder*" vervangen door de woorden "*de ondervoorzitter*".

Artikel 24

In diezelfde ordonnantie wordt een artikel 26/1 ingevoegd dat luidt als volgt:
"Art. 26/1. De GOMB is gemachtigd om alle authentieke bronnen en gegevens te raadplegen die ze nodig heeft om haar opdrachten uit te voeren, met naleving van de bepalingen van de ordonnantie van 17 juli 2020 houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren.

De GOMB is met name gemachtigd om de volgende authentieke bronnen en gegevens te raadplegen:

1° voor natuurlijke personen: achternaam en voornamen, geboorteplaats en -datum, geslacht, nationaliteit, hoofdverblijfplaats, sterfplaats en -datum of, in geval van een verklaring van afwezigheid, de datum waarop de beslissing tot verklaring van afwezigheid is overgeschreven, burgerlijke staat,

gezinssamenstelling, handicap, attest van niet-eigendom van een voor huisvesting bestemd goed in België, belastbaar inkomen, gevraagde huur voor een door tussenkomst van de GOMB gebouwde woning;

2° voor rechtspersonen: de samenstelling van de bestuursorganen, de budgettaire en boekhoudkundige situatie, het gewest waar de personeelsleden gedomicilieerd zijn.

De GOMB is gemachtigd om het rijksregisternummer te gebruiken overeenkomstig artikel 8, § 1, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De GOMB is de verwerkingsverantwoordelijke voor de persoonsgegevens die ze verwerkt in het kader van de opdrachten die haar worden toevertrouwd in deze ordonnantie ".

Artikel 25

§1. In diezelfde ordonnantie wordt een hoofdstuk VI bis, ingevoegd met de titel "Toegang tot de authentieke bronnen".

§ 2. Er worden artikelen 26/1 tot 26/8, ingevoegd in hoofdstuk VI als volgt:

"Afdeling 1. Gegevens vereist voor opdrachten van openbaar nut

Art. 26/1. § 1. Met het oog op de uitvoering van haar opdrachten van openbaar nut bepaald in de artikelen 5, in het bijzonder §4, en 20 van deze ordonnantie, is de GOMB gemachtigd om toegang te krijgen:

1° tot de gegevens bedoeld in artikel 3, punten 1° tot 9° en 13° van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;
2° gegevens met betrekking tot een eventuele handicap van een kandidaat-koper. De Regering definieert het begrip handicap;
3° gegevens betreffende het residentieel onroerend vermogen van de kandidaat-koper en in voorkomend geval van zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijk samenwonende partner op het grondgebied van het Koninkrijk België;
4° gegevens betreffende het jaarlijks belastbaar inkomen van de kandidaat-koper en in voorkomend geval van zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijk samenwonende partner.

§ 2. Met het oog op de uitvoering van haar opdrachten van openbaar nut bepaald in de artikelen 5, in het bijzonder §4, en 20 van deze ordonnantie, is de GOMB gemachtigd om het identificatienummer van personen ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen te verwerken volgens de regels bepaald in deze ordonnantie.

Art. 26/2. Met het oog op de uitvoering van haar opdrachten van openbaar nut bepaald in de artikelen 4, in het bijzonder §4, en 19 van deze ordonnantie, is de GOMB gemachtigd om toegang te krijgen tot gegevens over de werkgelegenheidsgraad van personen gedomicilieerd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de ondernemingen op haar sites.

Afdeling 2 - Doel van de gegevensverwerking

Art. 26/3. § 1. De gegevens bedoeld in artikel 3, punten 1°, 2° met uitzondering van de geboorteplaats, 5°, 8°, 9° en 13° van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, alsook de gegevens bedoeld in artikel 1^{r}, §1^{r}, 2° tot 4°, mogen enkel gebruikt worden om te voorzien in

1° de verwezenlijking van vervreemdings- of bewoningsoperaties in woningen waarvan de productie gesubsidieerd wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2° de uitvoering van operaties om de naleving te controleren van de toegangs- en bewoningsvoorwaarden die voor een welbepaalde duur door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering worden opgelegd krachtens de artikelen 5, §4, en 20, §2, 2°, van deze ordonnantie aan kopers van woningen waarvan de productie gesubsidieerd wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. De toegang tot gegevens bedoeld in artikel 3, punten 1° tot 9° en 13° van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen is eveneens toegestaan voor de uitvoering van statistische en wetenschappelijke studies vastgesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of door opeenvolgende beheersovereenkomsten, bedoeld om de impact van het overheidsbeleid gevoerd door de GOMB te beoordelen.

§ 3. De verwerking van identificatienummers van het Rijksregister is beperkt tot het vervullen van de taken bedoeld in de artikelen 5 en 20 van deze Ordonnantie en de opdrachten die voortvloeien uit de beheersovereenkomsten bedoeld in de artikelen 9 en 10 van deze ordonnantie.

Art. 26/4. De toegang tot de gegevens bepaald in artikel 26/2 mag enkel gebruikt worden om statistieken op te stellen over de werkgelegenheidsgraad van personen die gedomicilieerd zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die werken in ondernemingen die gevestigd zijn op sites van de GOMB.

Art. 26/5. De toestemming voor het gebruik van het identificatienummer in het Rijksregister is voorbehouden voor de uitvoering van de opdrachten vermeld in de artikelen 5 en 20 van deze ordonnantie.

Afdeling 3 – Personeel dat toegang heeft tot de gegevens

Art. 26/6. § 1. De operationele verwerking van gegevens bedoeld in artikel 26/1 mag bij de GOMB enkel gebeuren door :

1° de Directeur-Generaal van het departement Stadsvernieuwing van de GOMB;
2° de ambtenaren van de hogervermelde Directie-Generaal Stadsvernieuwing die gelet op hun functie en binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden daartoe door de Raad van Bestuur van de GOMB bij naam en schriftelijk zijn aangesteld;
3° de ambtenaren van de IT-dienst van het algemeen bestuur van de GOMB, uitsluitend met als doel technische bijstand te verlenen aan de ambtenaren bedoeld in de punten 1° en 2°.

§ 2. De ambtenaren bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, zijn gemachtigd om het identificatienummer te gebruiken van personen die zijn ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

De machtiging om het identificatienummer te gebruiken, geldt enkel voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in de artikelen 5 en 20 van deze ordonnantie.

Bij extern gebruik mag het identificatienummer enkel worden gebruikt in betrekkingen die vereist zijn voor de uitvoering van deze taken met :
1° de houder van het identificatienummer of diens wettelijke vertegenwoordiger;
2° de overheidsinstanties en -organen die overeenkomstig artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf de toestemming hebben gekregen om het identificatienummer te gebruiken en handelen in het kader van de uitoefening van hun wettelijke en verordenende bevoegdheden.

Art. 26/7. De gegevens die worden verkregen bij toepassing van de bovenstaande artikelen mogen niet aan derden worden medegedeeld.

Voor de toepassing van het vorige lid worden niet als derden beschouwd:
1° de natuurlijke personen op wie deze gegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers;
2° de openbare besturen en organen aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983 voor de informatie die hen kan worden meegedeeld uit hoofde van hun aanstelling en naar aanleiding van de betrekkingen die zij onderhouden met het departement Stadsvernieuwing van de GOMB voor de doeleinden bedoeld in artikel 1, tweede lid.

Artikel 26/8. De GOMB is de verwerkingsverantwoordelijke voor de persoonsgegevens die ze verwerkt in het kader van de opdrachten die haar worden toevertrouwd in deze ordonnantie."

Rudi VERVOORT
Minister-President

Avant-projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le projet d'ordonnance portant modification de l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après SDRB ou citydev.brussels) comporte cinq volets :

1. Le premier vise à répondre aux observations formulées par la section de législation du Conseil d'Etat (ci-après : SLCE) dans l'avis ([1]) qu'elle a rendu au sujet du projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2013 relatif à l'exercice des missions de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. Le second vise à simplifier la gouvernance interne de la SDRB ;
3. Le troisième tend à adapter le texte légal – quasiment inchangé depuis 1999 ([2]) – à l'évolution de la pratique administrative et des missions confiées à la SDRB ;
4. Le quatrième volet consacre dans le prescrit légal l'indispensable prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux qui, si la SDRB s'est souvent montrée pionnière (3), étaient formellement absents du texte de l'ordonnance de 1999 ;
5. Le cinquième volet vise à permettre à citydev.brussels d'accéder aux sources authentiques requises pour exercer ses missions. Il s'agit de mettre en œuvre le principe de « collecte unique des données » (ou « only once ») qui s'impose aux organismes publics bruxellois en vertu de l'ordonnance du 17 juillet 2020 « garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité, et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier ».

Il s'agit également de mettre en œuvre l'article 7 du contrat de gestion 2021-2025 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et citydev.brussels, qui prévoit que :

> « *Les obligations générales de la Région de Bruxelles-Capitale résultant du présent contrat visent à :*
> • *(...) ;*
> • *soumettre au parlement, dans les deux ans, une proposition de modification de certaines dispositions de l'ordonnance relative à citydev.brussels pour faire suite à la modification de l'ordonnance régionale relative à la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;*
> • *soumettre au parlement une proposition de modification législative à l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale afin d'élargir l'objet social légal de citydev.brussels et permettre le développement des projets publics d'intérêt régional sur ses sites économiques ou dans ses bâtiments* ».

---

1 Avis n° 73.269/3 du 14 avril 2023, annexé.

2 L'ordonnance du 20 mai 1999 a été modifiée deux fois depuis son entrée en vigueur : il s'agissait *d'une part* d'y insérer un article relatif aux allocations de retraite ou de survie des membres du personnel et, *d'autre part*, de modifier un renvoi au « Code bruxellois du logement » suite à l'entrée en vigueur de ce dernier.

3 Le projet « Midi-Suède », achevé en 2012, a fait sortir de terre le premier immeuble collectif passif en Région bruxelloise.

Quant aux réponses à apporter à l'avis n° 73.269/3 du 14 avril 2023 de la section de législation du Conseil d'Etat

Dans son avis susvisé, rendu au sujet d'un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2013 relatif à l'exercice des missions de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, la section de législation du Conseil d'Etat observe que :

1° le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne peut pas régler toutes les questions qu'il souhaite aborder à défaut de disposer, à cette fin, des habilitations légales nécessaires ;

2° les seules habilitations légales dont dispose le Gouvernement figurent aux actuels articles 20, §2, alinéa 1er, 20§3 alinéa 1er de l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la S.D.R.B. et à l'article 145 du Code du logement (cette dernière habilitation étant redondante par rapport à la délégation figurant à l'art. 20§2 alinéa 1er, 2°.

3° dans ce contexte légal, il n'est pour l'instant pas possible que le Gouvernement réglemente :

1. l'acquisition prioritaire de logements au bénéfice des personnes avec enfants à charge ou des personnes ayant des besoins particuliers / handicap ;

2. la fixation de sanctions proportionnelles en cas de non-respect des conditions d'occupation, de revente ou de location (citydev.brussels a déjà été condamnée pour cause de non-proportionnalité des sanctions actuellement applicables) ;

3. l'extension des zones d'action géographique de la S.D.R.B. en matière de rénovation urbaine (des projets en cours de développement sont fragilisés) ;

4. l'habilitation donnée au conseil d'administration de la S.D.R.B. pour traiter de cas particuliers (par exemple le cas récurrent du changement de la cellule familiale, pour lequel il existe aujourd'hui une « jurisprudence administrative » pertinente mais portant intrinsèquement une insécurité juridique à défaut d'être officiellement réglementée) ;

5. la facilitation de « projets innovants » (habitats groupés, habitats intergénérationnels, etc. – qui seront à risque à défaut qu'un arrêté permette leur développement) ;

6. les conditions d'accès pour acquisition de parkings ;

7. les parkings mutualisés (permettant, dans les projets mixtes, de faire cohabiter intelligemment les parkings dédiés aux entreprises et ceux réservés aux habitants) ;

8. la possibilité pour le conseil d'administration de la S.D.R.B. de déroger aux conditions d'accès et d'occupation et d'en créer de nouvelles (cette habilitation est nécessaire face aux cas non-anticipables auxquels l'institution est confrontée).

Le présent avant-projet d'ordonnance vise donc à pallier cette situation en octroyant au Gouvernement les habilitations légales nécessaires non seulement pour les 8 points susvisés mais

également dans la perspective de la refonte globale de l'arrêté du 26 septembre 2013 « *relatif à l'exercice des missions de rénovation urbaine de la S.D.R.B.* » laquelle est programmée en exécution des articles 32 et 35 du contrat de gestion 2021-2025 liant la S.D.R.B. et le Gouvernement régional bruxellois ([4]).

Quant à la réforme de la gouvernance interne

La Région de Bruxelles-Capitale s'est dotée à partir de 2006 de nouvelles normes en matière de gouvernance, parmi lesquelles :

- l'ordonnance du 12 janvier 2006 « *relative à la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois* » ;
- l'arrêté du 7 septembre 2017 « *portant exécution de l'article 5 de l'ordonnance du 12 janvier 2006 relative à la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois* ».

Celles-ci ont ensuite été remplacées par :

- l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 « *sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois* » ;
- l'arrêté d'exécution conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 24 janvier 2019 « *portant exécution de l'article 5, § 1er, de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois* ».

L'adoption de ces règles a eu un impact sur le fonctionnement interne de citydev.brussels, notamment en matière de :

- diminution de la rémunération du Président et de l'Administrateur-délégué ;
- et par voie de conséquence de réduction de leur rôle exécutif et de leur responsabilité, jusque-là plus élevées que dans d'autres organismes d'intérêt public bruxellois.

Les normes susvisées – ainsi que les orientations données par la déclaration de politique régionale 2019-2024 (aux termes de laquelle « *un nombre maximal de membres des organes restreints de gestion des organismes publics sous tutelle de la Région sera fixé* ») – ont alors accéléré les réflexions déjà menées au sein de citydev.brussels au sujet d'une réforme globale des organes de gestion de l'institution.

C'est ainsi qu'après la réalisation, courant 2018, par un prestataire externe, d'une étude comparative relative au fonctionnement de divers OIP, un groupe de travail interne à citydev.brussels a formulé une série de propositions à l'intention de son conseil d'administration, qui a entériné les grands axes de la refonte des organes de gestion de citydev.brussels et les a soumis au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les principales réformes de gouvernance proposées dans la présente ordonnance sont les suivantes :

4 https://www.citydev.brussels/fr/contrat-de-gestion

1) Réduire l'assemblée générale de citydev.brussels de 96 à 18 membres, à savoir 9 membres pour la Région de Bruxelles-Capitale et 9 membres pour les communes ;
2) Prévoir 6 observateurs à l'assemblée générale, à savoir les représentants des employeurs et des syndicats qui siègent au conseil d'administration ;
3) Réduire le conseil d'administration de 24 à 12 membres, à savoir 6 membres pour le groupe « public » (réparti en 4 pour la Région et 2 pour les communes), et 6 membres représentants les employeurs et les syndicats ;
4) Modifier le nom, les missions et la composition du « comité financier » (qui devient un « comité d'audit »);
5) Déléguer la compétence de gestion journalière à l'administrateur général et à l'administrateur général adjoint ;
6) Remplacer l'administrateur délégué par un « vice-président » (de l'autre rôle linguistique que celui du président).

Quant à l'adaptation du texte légal aux pratiques administratives ainsi qu'aux missions *de facto* confiées à la SDRB

L'ouverture à révision de l'ordonnance du 20 mai 1999 « *relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale* » suggère, en outre, de saisir l'opportunité pour adapter le texte régissant le fonctionnement de citydev.brussels à une série de pratiques administratives.

Concrètement, il s'agit de :

1) Consacrer le nom d'usage de l'institution qu'est « citydev.brussels » ;
2) Consacrer une nouvelle mission d' « opérateur-ensemblier » ;
3) A l'instar de la pratique au sein des Services Publics Régionaux et de la plupart des OIP, permettre une gestion du personnel de l'institution au travers d'un « plan de personnel », instrument plus souple que les actuels « cadres organiques » ;
4) Garantir la possibilité pour la SDRB d'accueillir sur ses sites ou dans ses bâtiments des projets publics d'intérêt régional, comme par exemple un atelier dans lequel une administration pourrait créer les stands destinés à un salon international ou à une exposition ;
5) Et enfin, faciliter les transferts immobiliers entre institutions publiques, ceci afin d'accroître les opportunités en matière de création de logements ou de développement économique.

Quant aux enjeux sociaux et environnementaux

La première révision d'ampleur, depuis presque un quart de siècle, du texte régissant les missions d'un organisme en charge de l'expansion économique implique nécessairement d'y insérer la prise en compte de l'enjeu fondamental qu'est la « *transition économique* » - entendue comme un défi englobant aussi bien la lutte contre les inégalités sociales que celle contre le dérèglement climatique, sans oublier les autres enjeux environnementaux. Le projet d'ordonnance veut ainsi renforcer la pratique de citydev.brussels en ces domaines, en poussant l'OIP à réserver prioritairement son expertise et ses sites aux entreprises dont l'activité :
- garantit un niveau de vie suffisant pour les catégories de personnes plus vulnérables ou ayant des besoins spécifiques ;
- développe l'emploi de qualité ;
- contribue à l'instauration d'une société plus inclusive ;
- utilise plus rationnellement les ressources ;
- contribue à atteindre les objectifs climatiques de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour compléter l'accentuation de l'attention portée à ces enjeux, le contrat de gestion de la SDRB devra à l'avenir comporter des objectifs en matière sociale et environnementale.

Quant à la collecte unique des données et l'accès aux sources authentiques

L'ordonnance du 17 juillet 2020 « garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité, et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier » vise à la simplification administrative. Son article 2 énonce ainsi l'ambition de « (tendre) à alléger les obligations administratives des personnes physiques et des personnes morales en leur garantissant que les données déjà disponibles dans une source authentique ne doivent plus être communiquées une nouvelle fois à une autorité publique bruxelloise ».

Concrétiser cet accès aux sources authentiques dans le respect du RGPD requiert que les autorités publiques bruxelloises disposent d'une habilitation légale précise, qui énonce quelles données sont accessibles, avec quelles finalités. Tel est l'objet du 4ème volet de cet avant-projet d'ordonnance.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

Cet article, qui rappelle le fondement constitutionnel de la compétence régionale, n'appelle aucun commentaire particulier.

Article 2

L'alinéa premier, 1°, de cet article vise à consacrer le nom d'usage « citydev.brussels », utilisé depuis plusieurs années afin, d'une part, de moderniser l'identité de l'institution, et d'autre part, d'éviter la confusion avec la « Société du Logement pour la Région de Bruxelles » (en abrégé SLRB).
Aucun nouvel organisme de droit public n'est créé dès lors qu'il s'agit seulement de couler dans le texte d'ordonnance une dénomination « citydev.brussels » de nature essentiellement « commerciale », qui est utilisée dans les faits depuis 2014. Cette consécration légale permettra notamment que le nom « citydev.brussels » soit utilisé dans des actes juridiques créateurs de droit.

Le point 2° est justifié par l'entrée en vigueur, en date du 1er mai 2019, de la loi du 23 mars 2019 « *introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des mesures diverses* ». Ce Code des sociétés et des associations remplace ainsi le « *Code des sociétés* », qui se substituait lui-même aux « *lois coordonnées sur les sociétés commerciales* ». L'article 2, alinéa 2, de ce projet vise dès lors à remplacer la référence obsolète aux « *lois coordonnées sur les sociétés commerciales* », par un renvoi aux parties pertinentes du « *Code des sociétés et associations* » :

- partie 1 : dispositions générales ;
- partie 2 : les sociétés ;
- partie 4 : restructuration et transformation ([5]).

[5] Les parties 3 et 5 traitent respectivement des associations et fondations, d'une part, et des formes légales européennes, d'autre part.

Article 3

L'article 3 de l'ordonnance modifie le troisième article de l'ordonnance du 20 mai 1999 et le scinde en deux alinéas.

Le premier alinéa du nouvel article 3 intègre parmi les missions de la SDRB celle d' « opérateur-ensemblier », dont les contours sont précisés au commentaire de l'article 6 de la présente ordonnance modificative. En outre, il est prévu que l'institution porte une attention constante aux questions environnementales (respect des objectifs régionaux en matière de politique climatique et de gestion durable des ressources). Cet ajout consacre dans le texte de l'ordonnance une pratique ancrée de longue date à la SDRB, qui est pionnière sur des projets de bâtiments passifs et vise aujourd'hui notamment :

- à l'exemplarité en matière de durabilité et de qualité du bâti,
- à la réduction de l'impact environnemental de tous ses projets ;
- à la gestion intégrée des sols et des eaux de pluie ;
- à la promotion des communautés d'énergie ;
- à l'amplification de l'économie circulaire ;
- à la préservation et la promotion de la biodiversité et des espaces verts ;
- à l'exemplarité en matière d'innovation.

Le second alinéa du nouvel article 3 vise à mettre à jour l'appellation du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 4

Le paragraphe premier du nouvel article 4 prévoit qu'à côté de la mission historique de « *développement économique* » (qui consiste, selon le texte de l'article initial - sur ce point inchangé - « *à promouvoir la création de nouvelles entreprises et le développement des entreprises existantes, en particulier en accroissant les possibilités d'implantation dans la Région d'entreprises industrielles, artisanales ou prestataires de services, en créant et gérant des zones et des bâtiments destinés aux entreprises et en développant des services d'information et de coordination* »), la SDRB pourra également, à titre accessoire, « *faciliter la réalisation de projets publics d'intérêt régional sur ses sites ou dans ses bâtiments* ». Cette nouvelle mission de « *développement économique* » vise à ouvrir les sites et bâtiments de la SDRB à des services publics bruxellois (*lato sensu* : administrations et organismes régionaux, communes, intercommunales, ...) ayant des besoins en termes d'industrie urbaine. Il ne s'agit donc pas d'accueillir des bureaux, mais par exemple de louer un atelier à une administration ayant besoin de créer un stand pour un salon, une exposition, ou un événement spécifique. La précision selon laquelle cette nouvelle mission est « *accessoire* » vise à garantir que la mission essentielle de la SDRB continue à être de promouvoir le déploiement d'initiatives économiques privées, ceci tant dans l'intérêt du déploiement de l'économie bruxelloise que pour l'équilibre budgétaire de l'institution, dont le pôle « développement économique » permet un auto-financement important.

Quant au financement de la nouvelle mission « accessoire », il se fera conformément à l'article 18 §1er de l'ordonnance du 20 mai 1999 (c'est-à-dire via fonds propres, revenus acquis dans le cadre des missions de développement économique et de rénovation urbaine, emprunts, subsides de fonctionnement et de projets particuliers). Autrement dit, les services publics qui accéderont aux sites ou bâtiments de la SDRB devront payer cette dernière en contrepartie des prestations obtenues.

Le §2 du nouvel article 4 apporte une précision eu égard aux moyens à disposition de la SDRB pour la réalisation de sa mission de « *développement économique* » et pour permettre de développer de nouveaux outils notamment via le partenariat avec des acteurs privés.

A noter que la notion d' « entreprise » visée dans ce nouvel article 4 s'entend au sens du droit communautaire de la concurrence, c'est-à-dire qu'elle vise toute entité exerçant une activité économique, quel que soit son statut juridique (société, association, ...) ou son mode de financement, à l'exclusion des services publics.

Le §3 du nouvel article 4 charge la SDRB d'établir « des critères permettant de réserver une implantation et un accompagnement prioritaires aux entreprises dont l'activité contribue à la transition économique ». Concrètement, il appartiendra au conseil d'administration de la SDRB de fixer de tels critères, en s'inspirant des objectifs (non limitatifs) visés dans ce paragraphe. A titre d'exemple, l'objectif de « garantir un niveau de vie suffisant pour les catégories de personnes plus vulnérables » peut mener le CA à fixer comme critères:
- l'amélioration de l'accès aux produits et services répondant aux besoins humains fondamentaux ;
- l'amélioration de l'accès aux infrastructures économiques de base.
Les objectifs visés par le présent paragraphe pourraient motiver l'adoption de critères tels que :
- ancrer l'activité économique en Région de Bruxelles-Capitale de manière à favoriser une production locale ;
- contribuer à un tissu économique de proximité et réduire ainsi les déplacements ;
- optimiser l'utilisation du territoire ;
- contribuer à créer de l'emploi localisé en Région de Bruxelles-Capitale, de qualité et peu délocalisable ;
- prendre la forme sociale de la coopérative (objectif de développer l'entreprenariat social et démocratique).

Ce paragraphe précise également qu'une analyse casuelle doit être menée pour chaque entreprise, afin d'éviter d'accompagner/implanter celles qui satisferaient à un ou plusieurs des objectifs mais nuiraient significativement à d'autres. Il appartiendra au conseil d'administration d'apprécier chaque situation et de motiver adéquatement ses décisions.

Enfin, le §4 du nouvel article 4 invite la SDRB a favoriser l'embauche, par les entreprises qu'elle accueille sur ses sites, de travailleurs domiciliés en Région bruxelloise.

Article 5

Ce cinquième article modifie l'article 5 §1er de l'ordonnance du 20 mai 1999 en prévoyant que le périmètre sur lequel s'exerce la mission de « rénovation urbaine » doit « principalement » – mais non exclusivement - être celui :

- des zones stratégiques définies par le Gouvernement ;
- ou « *des sites où un déficit d'investissement résidentiel est avéré et qui se caractérisent soit par une dégradation importante du patrimoine bâti, soit par la présence de terrains non bâtis nécessitant des remembrements ou des travaux de viabilisation* ».

Ce faisant, la SDRB pourra mener des projets :

1. dans toutes les zones au sein desquelles il existe un déficit de logements moyens à un prix raisonnable ;
2. au sein de la « *Zone de Revitalisation Urbaine* » ;
3. au sein des zones que le Gouvernement estime stratégiques et correspondant à un Pôle de Développement Prioritaire conformément au PRDD.

En son point 2°, cet article insère un nouveau paragraphe 4 dans l'article 5. Ce nouveau paragraphe vise à donner au Gouvernement bruxellois les habilitations légales dont la section de législation du Conseil d'Etat a, par son avis n° 73.269/3 du 14 avril 2023, pointé l'absence. Il est à cet égard renvoyé à l'exposé des motifs.

Article 6

La ville moderne est un écosystème complexe et en perpétuel mouvement dans lequel les différentes fonctions cherchent leur place et interagissent. Les retours du terrain et les études menées ces dernières années par la SDRB démontrent l'importance d'avoir une approche englobante des fonctions urbaines lors du développement de nouveaux projets immobiliers. Cette approche a été concrétisée par la SDRB au travers du développement de projets mixtes, associant notamment le logement à des fonctions économiques et/ou des équipements. Cette mission est à présent pleinement consacrée comme troisième mission de la SDRB.

Elle se déploiera à travers le renforcement de la prospection immobilière pour l'acquisition de sites en milieu urbain dense et l'intensification des collaborations avec les acteurs publics et privés. L'expertise issue du montage et de l'opérationnalisation des projets mixtes est capitalisée par la SDRB au service de ses propres projets mixtes, mais également au service d'autres opérateurs régionaux pour lesquels la SDRB peut jouer un rôle de conseil, notamment pour le développement des « zone d'entreprises en milieu urbain » (ZEMU).

C'est dans le cadre de cette mission que la SDRB doit jouer pleinement son rôle d'ensemblier.

Cette nouvelle mission est étendue aux projets dont le programme repose sur une mixité d'affectations alliant principalement des logements, des espaces productifs, des équipements, des espaces publics, des espaces verts, des commerces de proximité à même de répondre aux besoins

induits par le projet lui-même ou par l'environnement dans lequel il s'implante, et dont la SDRB est développeur principal – ou quand il remplit un rôle de conseil.

Article 7

Dès lors qu'un nouvel article 5/1 est inséré dans l'ordonnance du 20 mai 1999 afin de consacrer la mission d' « opérateur-ensemblier » de la SDRB, le texte de l'article 6 de la même ordonnance est revu afin de mentionner également cette nouvelle mission qui échoit à l'organisme.

Article 8

Le texte de l'article 7 de l'ordonnance du 20 mai 1999 est modifié afin d'y intégrer la mission d'opérateur-ensemblier.

Article 9

Directement inspiré de l'ordonnance du 20 juillet 2005 « *relative à la Société d'aménagement urbain* », l'article 9 du présent projet vise à faciliter les transferts immobiliers entre institutions publiques. La facilitation effectuée permettra à la SDRB d'assumer d'autant mieux ses missions.

Article 10

L'adjonction dans le contrat de gestion d'un volet relatif aux « objectifs sociaux et environnementaux » vise à accentuer la prise en compte de tels objectifs par citydev.brussels. Cet ajout résonne avec la reformulation de l'article 4 de l'ordonnance du 20 mai 1999, qui charge la SDRB d'établir « *des critères permettant de réserver une implantation et un accompagnement prioritaires aux entreprises dont l'activité contribue à la transition économique* ».

Article 11

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 12

Le présent article modifie l'article 12 de l'ordonnance du 20 mai 1999.

En son premier paragraphe, ce nouvel article 12 établit que les organes de gestion de citydev.brussels sont au nombre de deux, étant l'assemblée générale et le conseil d'administration. Leur composition, précisée aux articles 13/1 (AG) et 14§2 (CA) de l'ordonnance, doit assurer non seulement une représentation des communes et des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, mais également un strict équilibre de genre. Ainsi, l'AG sera composée de 12 femmes et 12 hommes (9 membres effectifs et 3 observateurs de chaque genre), et le CA sera composé de 6 femmes et 6

hommes. Ce faisant, le Gouvernement répond à l'ambition égalitaire fixée dans sa déclaration de politique régionale 2019-2024 ([6]).

Les §§2 et 3 du nouvel article 12 réorganisent le fonctionnement quotidien de l'organisme :

- dans la perspective d'une réduction du rôle exécutif et de la responsabilité corrélative du président et de l'administrateur délégué, ce dernier devient un « vice-président » ;
- à l'instar du fonctionnement d'autres OIP bruxellois ([7]), la gestion journalière de citydev.brussels est confiée à son administrateur général et à l'administrateur général adjoint (c'est-à-dire un fonctionnaire et non un mandataire) et, en son absence, au directeur général qu'ils désignent ;
- la faculté de déléguer des compétences au président et au vice-président (agissant conjointement) ou à l'administrateur général et à l'administrateur général adjoint est prévue ;
- charge l'administrateur général et l'administrateur général adjoint de la compétence de mener les marchés publics passés par procédure négociée sans publication préalable, visés à l'article 42, § 1er, alinéa 1er, 1°, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
- permet aux directeurs généraux de mener les marchés publics de faible montant visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
- un renvoi aux statuts est opéré afin qu'y soit dressée une liste exhaustive des actes relevant de la gestion journalière.

Article 13

L'article 13 de l'ordonnance du 20 mai 1999 vise l'assemblée générale sans toutefois en fixer la composition, qui est précisée à l'article 6 des statuts de la SDRB : en vertu de cet article 6 des statuts, l'assemblée générale compte 96 membres répartis en deux groupes (l'un composé de représentants de la Région de Bruxelles-Capitale et des 19 communes bruxelloises, l'autre de représentants des travailleurs et des employeurs).

L'article 13 du présent projet – qui insère un article 13/1 dans l'ordonnance du 20 mai 1999 – a pour objectifs de modifier la composition de l'assemblée générale en :

- réduisant le nombre de ses membres à 18 (9 membres désignés par le gouvernement régional, et 9 membres désignés par les communes) afin d'obtenir un organe plus fonctionnel,
- en supprimant le groupe représentant les travailleurs et les employeurs afin que l'assemblée générale soit représentative de l'actionnariat ;
- en prévoyant la présence de 6 observateurs (dénués de droit de vote) désignés par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs représentées au sein de Brupartners.

---

6 Page 45 : « *Le Gouvernement garantira une égale représentation des femmes et des hommes dans l'ensemble des lieux de décisions bruxellois. Une attention particulière sera accordée à la représentation des femmes à tous les niveaux de l'entreprise, dans les organes de gestion et les Conseils d'administration* ».

7 Par exemple Actiris, dont la gestion journalière est, aux termes de l'art. 23 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 « *portant organisation et fonctionnement d'Actiris* », « *assumée par le fonctionnaire dirigeant assisté par un fonctionnaire dirigeant adjoint* ».

Article 14

Le présent article opère une large refonte de l'article 14 de l'ordonnance du 20 mai 1999.

Le nouveau §1er de l'article 14 de l'ordonnance du 20 mai 1999 a pour but de charger le conseil d'administration de fixer non plus un « *cadre organique* », mais un « *plan de personnel* », ce second outil étant plus dynamique que le premier ([8]). Notons que les SPRB et les OIP ont déjà adopté le « plan de personnel » au détriment du « cadre organique » ([9]). Le plan de personnel de la SDRB pourra être annuel ou pluriannuel, et le Conseil d'administration pourra s'en écarter en cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées (il s'agit d'une obligation de motivation « renforcée » eu égard aux obligations découlant de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs).

Le §2 de cet article traite de la composition du conseil d'administration. Celle-ci est évoquée de manière générale à l'article 14 de l'ordonnance du 20 mai 1999. Les différentes catégories de membres sont mentionnées, à savoir les représentants de la Région et des communes, ainsi que les représentants des employeurs et des travailleurs. La composition précise du conseil d'administration est quant à elle fixée à l'article 8 des statuts de la SDRB, qui prévoit notamment que « *La S.D.R.B. est dirigée par un Conseil d'administration de vingt-quatre membres* », dont 6 désignés par le gouvernement régional, 6 par les communes et 12 « *par moitié par le groupe des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs, étant entendu que les 6 membres représentant les employeurs comprendront 2 membres représentant les organisations des classes moyennes représentées au sein de Brupartners* ». Le nouvel article 14§2 de l'ordonnance du 20 mai 1999 a pour objectifs de conserver ces différentes catégories mais de réduire à 12 le nombre d'administrateurs, en vue de garantir l'efficacité de gestion et la qualité des discussions. Parmi ces 12 administrateurs :

- 4 sont désignés par les membres de l'assemblée générale désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 2 sont désignés par les membres de l'assemblée générale désignés par la conférence des bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 6 représentent les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs représentées au sein de Brupartners.

Les membres de l'assemblée générale peuvent choisir des administrateurs au sein ou en dehors de celle-ci, dans le respect de l'article 13/1 §1er alinéa 2 nouveau, qui prévoit qu'au minimum quatre membres de l'assemblée générale (du groupe des pouvoirs publics) sont administrateurs.

---

8 A ce sujet, la circulaire fédérale n° 544 de 2004 ayant pour thème « Information pratique sur le plan de personnel » considère que les cadres organiques sont dépassés et que « Le plan de personnel est un nouvel outil de planification dynamique du personnel, englobant une dimension à long terme basée sur la vision stratégique du service ».

9 Voyez par ex. l'Arrêté du GRBC du 21/3/2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles, ou l'Arrêté GRBC du 21/3/2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale (Applicable à CIRB; IBGE; Siamu; Innoviris ; Perspective.brussels ; SLRB ; Actiris ; Port de Bruxelles ; BPS).

L'alinéa 2 du nouvel article 14§2 vise à garantir la présence, au sein du conseil d'administration, d'une personne représentant un groupe politique démocratique représenté au sein du parlement bruxellois et ne faisant pas partie de la majorité parlementaire. Ce faisant, c'est la transparence générale de fonctionnement de l'institution et son contrôle démocratique qui sont accrus.

L'alinéa 3 du nouvel article 14 §2 vise pour sa part à garantir qu'un ministre de tutelle de la SDRB, qui serait dépourvu d'un relais au conseil d'administration de la SDRB sous forme de commissaire de gouvernement, puisse déléguer au sein de celui-ci un « observateur », doté d'une voix seulement consultative.

Le nouvel article 14 §3 règle pour sa part la révocation des administrateurs : celle-ci ne peut intervenir qu'à l'initiative du groupe des membres de l'assemblée générale qui les a préalablement désignés (ainsi, un administrateur désigné par les 9 membres représentant la Région de Bruxelles-Capitale ne pourra être révoqué que sur proposition de ces mêmes 9 membres).

Concernant les émoluments, ceux-ci sont soumis au plafond de l'ordonnance 2017 Ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.

Article 15

Vu la réforme du conseil d'administration en ce qui concerne sa composition, une réforme du « comité financier » s'imposait également pour éviter qu'il s'agisse d'un organe pléthorique par rapport audit conseil.

Cette réforme est également l'occasion :

- de renommer ledit comité financier en « comité d'audit » (puisque ses missions s'inspirent du comité d'audit institué par le Code des Sociétés et des Associations en son article 7:99) ;
- de fixer les membres du comité d'audit (président, vice-président, un administrateur issu des organisations représentatives des employeurs, un administrateur issu des organisations représentatives des travailleurs, administrateur général, directeur général ayant les services généraux dans ses attributions et commissaires du Gouvernement) ;
- de préciser les missions du comité d'audit, à savoir : assister le conseil d'administration au sujet de toutes les questions relatives à la participation de la S.D.R.B. dans le capital d'autres structures ainsi que pour l'examen des informations financières relatives à la S.D.R.B. et aux sociétés dont elle est actionnaire, s'assurer de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques et enfin préparer le budget et les comptes annuels de la S.D.R.B.

Article 16

L'article 15 §1er de l'ordonnance du 20 mai 1999 vise à prévenir les conflits d'intérêts dans le chef des administrateurs, qui ne peuvent en vertu de celui-ci :

« 1° être présents à la délibération et au vote sur des objets auxquels ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires avant et après leur désignation, ou auxquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct;
2° prendre part directement ou indirectement dans des marchés quelconques passés avec la SDRB;
3° intervenir comme avocat, notaire ou chargé d'affaires dans les procès dirigés contre la SDRB. Ils ne peuvent, en la même qualité, plaider, donner des avis ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la société ».

Dans sa version actuelle, l'article 15 §2 charge le Gouvernement de révoquer les administrateurs qui transgresseraient ces interdictions.

Le présent article vise à :

- confier à l'assemblée générale (exclusion faite des observateurs y siégeant) la compétence de révoquer les administrateurs ;
- confier la saisine de l'assemblée générale au sujet du cas d'un administrateur au groupe/organisation (région, communes, travailleurs ou employeurs) dont est issu ledit administrateur.

Article 17

Cet article vise à remplacer dans l'ordonnance du 20 mai 1999 la notion d' « administrateur-délégué » - qui ne convient plus au vu de la réduction du rôle exécutif et des responsabilités de ce mandataire (v. l'exposé des motifs) – par celle de « vice-président ».

En outre, il est prévu que le président et le vice-président :

- seront nécessairement d'un rôle linguistique différent ;
- seront désignés par le Gouvernement « *parmi les administrateurs visés à l'article 14, §2, a)* », c'est-à-dire parmi les quatre administrateurs appartenant au groupe de la région (et non au groupe des administrateurs désignés par les communes, les organisations représentatives des employeurs ou les organisations représentatives des travailleurs).

Article 18

Cet article abroge l'article 17 de l'ordonnance du 20 mai 1999, lequel prévoit la possibilité pour le conseil d'administration de déléguer des compétences à certains de ces membres. Ce système est en effet devenu obsolète au vu des nouvelles possibilités de délégation de compétence et du système de gestion journalière prévus à l'article 12 nouveau de l'ordonnance du 20 mai 1999.

Article 19

Cet article vise, une fois encore, à compléter le texte de l'ordonnance du 20 mai 1999 en y insérant la mission d'opérateur-ensemblier.

Article 20

Le présent article a pour objet de modifier l'article 20 de l'ordonnance du 20 mai 1999 :

- par l'ajout du mot « prioritairement » en son §2, alinéa 2, il s'agit d'assurer la concordance avec la modification apportée par l'article 5 du présent projet, en vertu duquel la SDRB pourra mener des projets dans toutes les zones au sein desquelles il existe un déficit de logements moyens à un prix raisonnable, même si sa priorité reste d'agir au sein de ses zones d'actions traditionnelles (la « Zone de Revitalisation Urbaine » et les zones que le Gouvernement estime stratégiques et correspondant à un Pôle de Développement Prioritaire conformément au PRDD).
- par l'ajout au §3 alinéa 1er du mot « *annuellement* » après le mot « *approuvé* » et l'insertion d'un deuxième alinéa, il s'agit de mettre en œuvre une simplification administrative nécessaire dès lors que (1) la SDRB est un organisme déconsolidé et que (2) les « plans pluriannuels d'investissement » sont des outils de projection et de monitoring à un horizon de 5 ans, qui sont revus à de multiples reprise chaque année (autrement dit, cela n'a pas de sens de systématiquement soumettre à l'approbation gouvernementale une planification extrêmement mouvante).
- Au §3 al. 4, le remplacement du mot « *entraide* » par le mot « *entraîne* » vise à corriger une erreur matérielle dans le texte français.

Article 21

Par l'insertion d'un nouvel article 20/1 dans l'ordonnance du 20 mai 1999, le présent article vise à prévoir qu'à l'instar de ce qui existe déjà pour les missions de « rénovation urbaine » et d' « expansion économique », les moyens financiers spécifiquement dévolus à la mission d'opérateur-ensemblier seront octroyés aux conditions négociées dans le contrat de gestion et arrêtées par le Gouvernement.

Article 22

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 23

Il est renvoyé au commentaire de l'article 17.

Article 24

En vertu de l'ordonnance du 17 juillet 2020 "*garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité, et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier* » (MB, 1/9/2020), les « autorités publiques » bruxelloises doivent notamment :

- mettre en œuvre le principe dit « *only once* », en vertu duquel « *les données déjà disponibles dans une source authentique ne doivent plus être communiquées une nouvelle fois à une autorité publique bruxelloise* » (art. 2 de l'ordonnance susvisée du 17/7/2020).
- identifier les personnes physiques via leur numéro de registre national ou leur numéro Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (art. 4 §1er de la même ordonnance) ;
- identifier les personnes morales via leur numéro d'entreprise (art. 4 §2 de la même ordonnance).

Or, pour exercer ses missions, la SDRB a nécessairement besoin d'informations qui se trouvent déjà dans certaines « sources authentiques » ([10]) :

- Dans le cadre de sa mission de rénovation urbaine, la SDRB doit ainsi pouvoir disposer de plusieurs données relatives aux (candidats-) acquéreurs de logements (âge, attestation de non-propriété, domiciliation en Belgique, montant du revenu imposable, composition de ménage, éventuelle situation de handicap, domiciliation continue dans le logement construit par l'entremise de la SDRB durant 20 ans, ...).
- Dans le cadre de sa mission d'expansion économique, l'organisme doit pouvoir accéder à la composition des organes de gestion des entreprises, leur situation budgétaire et comptable, la région de résidence des travailleurs qu'elles emploient, ...

Dès lors, le présent article entend autoriser formellement la SDRB à accéder aux informations nécessaires à l'exercice de ses missions auprès des « sources authentiques » qui en disposent. Cette autorisation permettra de lever des difficultés pratiques auxquelles la SDRB est parfois confrontée lorsqu'elle sollicite l'accès à certaines informations. Ainsi, par exemple, un AR du 29/6/2003 « autorisant la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification » autorise l'accès à une série de données mais pas à la composition de ménage d'un candidat-acquéreur. Cette donnée est pourtant requise pour, notamment, déterminer la priorité d'accès aux logements les plus vastes.

Article 25

En vertu de l'ordonnance du 17 juillet 2020 "garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité, et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier » (MB, 1/9/2020), les « autorités publiques » bruxelloises doivent notamment :

---

10 Aux termes de l'article 2, 7° de l'ordonnance du 8 mai 2014 « portant création et organisation d'un intégrateur de services régional », la source authentique est définie comme une « *banque de données dans laquelle sont conservées des données authentiques* ». La donnée authentique est pour sa part une « donnée récoltée et gérée par un service public participant dans une base de données et qui fait foi comme donnée unique et originale concernant la personne ou le fait de droit concerné, de sorte que d'autres instances ne doivent plus collecter cette même donnée» (art. 2, 6° du même texte).

- mettre en œuvre le principe dit « only once », en vertu duquel « les données déjà disponibles dans une source authentique ne doivent plus être communiquées une nouvelle fois à une autorité publique bruxelloise » (art. 2 de l'ordonnance susvisée du 17/7/2020).
- identifier les personnes physiques via leur numéro de registre national ou leur numéro Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (art. 4 §1er de la même ordonnance) ;
- identifier les personnes morales via leur numéro d'entreprise (art. 4§2 de la même ordonnance).

Or, pour exercer ses missions, la S.D.R.B. a nécessairement besoin d'informations qui se trouvent déjà dans certaines « sources authentiques » :

- Dans le cadre de sa mission de rénovation urbaine, la SDRB doit ainsi pouvoir disposer de plusieurs données relatives aux (candidats-) acquéreurs de logements (âge, attestation de non-propriété, domiciliation en Belgique, montant du revenu imposable, composition de ménage, éventuelle situation de handicap, domiciliation continue dans le logement construit par l'entremise de la S.D.R.B. durant 20 ans, ...).
- Dans le cadre de sa mission d'expansion économique, l'organisme doit pouvoir connaître les statistiques relatives au taux d'emploi des bruxellois sur ses sites.

Dès lors, le présent article entend autoriser formellement la S.D.R.B. à accéder aux informations nécessaires à l'exercice de ses missions auprès des « sources authentiques » qui en disposent. Cette autorisation permettra de lever des difficultés pratiques auxquelles la S.D.R.B. est parfois confrontée lorsqu'elle sollicite l'accès à certaines informations. Ainsi, par exemple, un AR du 29/6/2003 « autorisant la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification » autorise l'accès à une série de données mais pas à la composition de ménage d'un candidat-acquéreur. Cette donnée est pourtant requise pour, notamment, déterminer la priorité d'accès aux logements les plus vastes.

A cette fin, l'article 11 du présent avant-projet insère dans l'ordonnance du 20 mai 1999 :

- un chapitre VI bis intitulé « Accès aux sources authentiques » ;
- dans lequel figurent des article 26/1 à 26/8 qui définissent strictement (1) les données nécessaires à l'exercice des missions de service public de la S.D.R.B., (2) la finalité de traitement des données et (3) les agents ayant accès aux données ;
- en tenant compte de l'avis de l'Autorité de Protection des Données n° 81-2023 du 27 avril 2023.

*

Voorontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

MEMORIE VAN TOELICHTING

Het ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna GOMB of of citydev.brussels) omvat vijf luiken:

1. Het eerste beoogt de opmerkingen van de afdeling wetgeving van de Raad van State (hierna: AWRS) te beantwoorden ([1]) die deze gemaakt heeft naar aanleiding van het ontwerpbesluit tot wijziging van het besluit van 26 september 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de uitvoering van de stadsvernieuwingsopdrachten van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2. Het tweede is bedoeld om het intern bestuur van de GOMB te hervormen;
3. Het derde luik strekt ertoe de wettekst aan te passen – die zo goed als ongewijzigd is gebleven sedert 1999 ([2]) – aan de evolutie van de bestuurlijke praktijk en de opdrachten die zijn toegekend aan de GOMB ;
4. het vierde luik bekrachtigt de inachtneming van maatschappelijke en milieu-uitdagingen in de wettelijke voorschriften; een onmisbaar element dat, hoewel de GOMB op dat vlak vaak pionierde 3, formeel ontbrak in de ordonnantie van 1999.;
5. Het vijfde luik is bedoeld om citydev.brussels in staat te stellen toegang te krijgen tot de authentieke bronnen die vereist zijn voor de uitoefening van zijn opdrachten. Het betreft de uitvoering van het beginsel van de eenmalige gegevensverzameling (ook wel "only once") waartoe de Brusselse openbare instellingen verplicht zijn krachtens de ordonnantie van 17 juli 2020 *"houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren"*.

Het is ook de bedoeling artikel 7 van de beheersovereenkomst voor 2021-2025 tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en citydev.brussels in toepassing te brengen, dat luidt als volgt:

> *"De algemene verbintenissen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die volgen uit deze overeenkomst, beogen het volgende:*
> *• (...);*
> *• binnen de twee jaar een voorstel aan het parlement voorleggen voor de wijziging van de betrokken bepalingen van de ordonnantie betreffende citydev.brussels naar aanleiding van de wijziging van de gewestelijke ordonnantie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;*
> *• aan het parlement een voorstel voorleggen voor de wijziging van de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name het maatschappelijke doel van citydev.brussels uitbreiden zodat de*

---

1 Advies nr. 73.269/3.14 april 2023 in bijlage.

Sinds de ordonnantie van 20 mei 1999 in werking trad, is de tekst twee keer gewijzigd: er werd een artikel toegevoegd over de rust- en overlevingstoelage voor de personeelsleden en een verwijzing naar de Brusselse Huisvestingscode werd aangepast naar aanleiding van de inwerkingtreding van die tekst.

3 Het project "Zuid-Zweden" dat werd voltooid in 2012 was het eerste collectieve passiefgebouw in het Brussels Gewest.

instelling openbare projecten van gewestelijk belang kan ontwikkelen op haar economische sites of in haar gebouwen."

Antwoorden op het advies nr. 73.269/3 van 14 april 2023 van de afdeling wetgeving van de Raad van State

In haar herzien advies dat werd uitgebracht met betrekking tot een ontwerpbesluit tot wijziging het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2013 van 26 september 2013 betreffende de uitvoering van de stadsvernieuwingsopdrachten van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest stelt de afdeling wetgeving van de Raad van State:

1° de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan zelf niet alle aangelegenheden regelen waaraan zij invulling wenst te geven, tenzij daartoe de nodige wettelijke bevoegdheden bestaan;

2° de enige wettelijke bevoegdheden waarover de Regering beschikt, zijn vervat in de huidige artikelen 20, §2, eerste lid, 20§3, eerste lid van de ordonnantie van 20 mei 1999 met betrekking tot de GOMB en in artikel 145 van de Huisvestingscode (deze laatste bevoegdheid is redundant bij de delegatie vermeld in artikel 20§2, eerste lid, 2°.

3° In deze wettelijke context is het voor de Regering momenteel niet mogelijk om regelgevend op te treden bij:

1. de prioritaire verwerving van woningen ten voordele van personen met kinderen ten laste of personen met bijzondere noden/handicaps;

2. de vaststelling van proportionele sancties voor het niet naleven van de voorwaarden voor bewoning, doorverkoop of verhuur (citydev.brussels werd reeds veroordeeld omdat de sancties die momenteel gelden niet proportioneel zijn);

3. de uitbreiding van de geografische gebieden waar dde GOMB op het vlak van stadsvernieuwing actief is (projecten in ontwikkeling komen op losse schroeven te staan);

4. de machtiging verstrekt aan de raad van bestuur van de GOMB om bijzondere gevallen te behandelen (bijvoorbeeld het recurrente geval van de wijziging van de gezinssamenstelling, waarvoor vandaag relevante "bestuurlijke rechtspraak" bestaat die echter rechtsonzekerheid biedt omdat ze niet officieel gereglementeerd is);

5. het faciliteren van "innovatieve projecten" (het gaat hier meer bepaald om cohousing, intergenerationeel wonen, enzovoort. Dergelijke projecten komen in het gedrang, wanneer de ontwikkeling ervan niet bij besluit mogelijk wordt gemaakt);

6. de toegangsvoorwaarden voor het aankopen van parkeerplaatsen;

7. gedeelde parkeerruimte (om het bij gemengde projecten mogelijk te maken op een slimme manier parkeerplaatsen voor bedrijven te combineren met parkeerplaatsen voor de bewoners);

8. de mogelijkheid voor de raad van bestuur van de GOMB om af te wijken van de toegangs- en bewoningsvoorwaarden en er nieuwe in te voeren (de instelling heeft die machtiging nodig om te kunnen inspelen op de onvoorzienbare gevallen waarmee ze te maken krijgt).

Dit voorontwerp van ordonnantie beoogt derhalve deze toestand te verhelpen door de Regering de noodzakelijke wettelijke middelen te geven, niet enkel voor de 8 bovenstaande punten maar eveneens met het oog op de globale herziening van het besluit van 26 september 2013 « betreffende de uitvoering van de stadsvernieuwingsopdrachten van de GOMB " die geprogrammeerd staat in uitvoering van de artikelen 32 en 35 van de beheersovereenkomst 2021-2025 tussen de GOMB en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ([4]).

Hervorming van het intern bestuur

In 2006 begon het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich toe te rusten met nieuwe bestuursnormen, waaronder:

- de ordonnantie van 12 januari 2006 *betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen*;
- het besluit van 7 september 2017 *houdende uitvoering van artikel 5 van de ordonnantie van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen*.

Nadien zijn deze vervangen door:

- de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 *betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen*;
- het gezamenlijk uitvoeringsbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 24 januari 2019 *houdende uitvoering van artikel 5, § 1, van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen*.

De goedkeuring van die regels had een weerslag op de interne werking van citydev.brussels. Zo:

- werd de bezoldiging van de Voorzitter en de Afgevaardigd Bestuurder verlaagd,
- en werden bijgevolg ook hun uitvoerende rol en verantwoordelijkheid ingeperkt. Die waren tot dan toe uitgebreider dan in andere Brusselse instellingen van openbaar nut.

De voormelde normen – en de in de gewestelijke beleidsverklaring voor 2019-2024 uitgezette beleidslijnen (die onder meer bepalen dat er *"een maximaal aantal leden [zal worden] vastgelegd voor de beperkte beheersorganen van de openbare instellingen die onder toezicht staan van het Gewest"*) – hebben het denkproces dat citydev.brussels eerder al opstartte over een globale hervorming van haar bestuursorganen, in een stroomversnelling gebracht.

In 2018 voerde een externe dienstverlener een vergelijkende studie uit naar de werking van verschillende ION. Op basis daarvan formuleerde een interne werkgroep van citydev.brussels een

4 https://www.citydev.brussels/nl/beheersovereenkomst

reeks voorstellen voor haar raad van bestuur, die de krachtlijnen van de hervorming van de bestuursorganen van citydev.brussels goedkeurde en ze voorlegde aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Dit zijn de voornaamste bestuurlijke hervormingen die in deze ordonnantie worden voorgesteld:

1) de algemene vergadering van citydev.brussels terugbrengen van 96 tot 18 leden: 9 voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en 9 voor de gemeenten;
2) In de algemene vergadering 6 waarnemers voorzien, hetzij de vertegenwoordigers van de werkgevers- en de werknemersorganisaties die zetelen in de raad van bestuur;
3) De raad van bestuur terugbrengen van 24 tot 12 leden: 6 leden voor de overheidsgroep (4 voor het Gewest en 2 voor de gemeenten) en 6 leden die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen;
4) De naam, de opdrachten en de samenstelling van het financieel comité (dat een auditcomité wordt), wijzigen;
5) De bevoegdheid voor het dagelijks bestuur delegeren aan de administrateur-generaal en de adjunct administrateur-generaal;
6) De afgevaardigd bestuurder vervangen door een ondervoorzitter (die niet tot dezelfde taalrol als de voorzitter behoort).

De aanpassing van de wettekst aan de bestuurlijke praktijk en aan de opdrachten die de facto zijn toegekend aan de GOMB

De openstelling van de ordonnantie van 20 mei 1999 "*betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest*" biedt ook een kans om tegelijk de tekst die de werking van citydev.brussels regelt, aan te passen aan een reeks bestuurlijke praktijken.

Concreet gaat het om :

1) De vaststelling van de gebruiksnaam van de instelling "citydev.brussels";
2) De vaststelling van een nieuwe coördinerende rol;
3) Naar het voorbeeld van de gewestelijke overheidsdiensten en de meeste ION, het personeelsbeheer van de instelling mogelijk maken middels een "personeelsplan", dat een flexibeler instrument is dan de bestaande "organieke kaders";
4) De mogelijkheid creëren voor de GOMB om openbare projecten van gewestelijk nut onder te brengen op haar sites of in haar gebouwen, zoals een werkplaats waar een bestuur stands kan bouwen voor een internationale handelsbeurs of tentoonstelling. ;
5) En ten slotte vastgoedtransfers tussen openbare instellingen vergemakkelijken om de mogelijkheden voor woningproductie of economische ontwikkeling te vergroten.

Maatschappelijke en milieu-uitdagingen

Nu de tekst die de opdrachten regelt van de instelling die belast is met economische expansie voor het eerst in bijna een kwarteeuw aanzienlijk wordt herzien, is het essentieel om de *economische transitie* erin op te nemen. Die fundamentele uitdaging omvat zowel de strijd tegen sociale ongelijkheid als die tegen de klimaatverandering, zonder andere milieukwesties uit het oog te verliezen. Het ontwerp van ordonnantie wil dat wat citydev.brussels op die vlakken doet kracht bijzetten door de ION ertoe aan

te zetten om haar expertise en sites in de eerste plaats voor te behouden voor bedrijven waarvan de activiteiten:
- een voldoende hoge levenstandaard waarborgen voor kwetsbaardere personen en personen met specifieke behoeften;
- kwaliteitsvolle jobs creëren;
- bijdragen tot een inclusievere maatschappij;
- hulpbronnen rationeler benutten;
- bijdragen tot het behalen van de klimaatdoelstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De nadrukkelijke aandacht voor die uitdagingen moet worden vertaald in maatschappelijke en milieudoelstellingen die in de toekomst moeten worden vastgelegd in de beheersovereenkomst van de GOMB.

Unieke gegevensinzameling en toegang tot de authentieke bronnen

De Ordonnantie van 17 juli 2020 "houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren" beoogt administratieve vereenvoudiging. Artikel 2 van de ordonnantie formuleert de ambitie om (ernaar te streven) de administratieve verplichtingen van natuurlijke en rechtspersonen te verlichten door ervoor te zorgen dat gegevens die reeds in een authentieke bron beschikbaar zijn, niet opnieuw aan een Brusselse overheidsinstantie hoeven te worden meegedeeld.

Om concrete invulling te geven aan deze toegang tot authentieke bronnen met naleving van de AVG moeten Brusselse overheidsinstanties beschikken over een nauwkeurige wettelijke machtiging daartoe waarin vermeld staat welke gegevens toegankelijk zijn en met welk doel. Dat is het voorwerp van het vierde luik van dit voorontwerp van ordonnantie.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Dit artikel vermeldt de grondwettelijke basis van de gewestelijke bevoegdheid en vereist geen bijzondere toelichting.

Artikel 2

Het eerste lid, 1°, van dit artikel heeft tot doel de gebruikelijke naam "citydev.brussels" te bekrachtigen. Die werd enkele jaren geleden ingevoerd om enerzijds de identiteit van de instelling te moderniseren en anderzijds de verwarring met de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (afgekort BGHM) te vermijden.
Er wordt geen nieuwe publiekrechtelijke instelling opgericht: in de ordonnantie wordt enkel de naam "citydev.brussels" opgenomen als hoofdzakelijk commerciële benaming zoals deze wordt in de praktijk gebruikt wordt sinds 2014. Door de naam "citydev.brussels" wettelijk te bekrachtigen, kan hij worden gebruikt in juridische akten die rechten doen ontstaan.

Punt 2° wordt gerechtvaardigd door de wet van 23 maart 2019 *tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen*, die op 1 mei 2019 in werking trad.

Het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vervangt het Wetboek van vennootschappen, dat zelf de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen verving. Artikel 2, tweede lid, van dit ontwerp heeft tot doel de achterhaalde verwijzing naar de *gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen* te vervangen door een verwijzing naar de relevante delen van het *Wetboek van vennootschappen en verenigingen*:

- deel 1: algemene bepalingen;
- deel 2: de vennootschappen;
- deel 4: herstructurering en omzetting ([5]).

Artikel 3

Artikel 3 van het ontwerp van ordonnantie wijzigt artikel 3 van de ordonnantie van 20 mei 1999 en deelt het op in twee leden.

Het eerste lid van het nieuwe artikel 3 voegt aan de opdrachten van de GOMB haar coördinatieopdracht toe. Die wordt duidelijk afgebakend in de bespreking van artikel 6 van deze wijzigingsordonnantie. Bovendien wordt er bepaald dat de instelling voortdurend aandacht moet besteden aan milieukwesties (en dus moet handelen volgens de gewestelijke doelstellingen inzake klimaatbeleid en duurzaam hulpbronnenbeheer). Die toevoeging bekrachtigt in de ordonnantie een praktijk die de GOMB allang toepast als passiefbouwpionier die er vandaag naar streeft:

- een voorbeeldrol te vervullen op het vlak van duurzaam en kwaliteitsvol bouwen;
- de milieu-impact van al haar projecten te verkleinen;
- een geïntegreerd bodem- en regenwaterbeheer te voeren;
- energiegemeenschappen te promoten;
- de kringloopeconomie kracht bij te zetten;
- de biodiversiteit en groene ruimten te beschermen en bevorderen;
- een voorbeeldrol te spelen op het vlak van innovatie.

In het tweede lid van het nieuwe artikel 3 wordt de naam van "de Brusselse Hoofdstedelijke Raad" bijgewerkt naar de huidige vorm, "het Brussels Hoofdstedelijk Parlement".

Artikel 4

De eerste paragraaf van het nieuwe artikel 4 bepaalt dat de GOMB, naast haar historische opdracht van "economische ontwikkeling" (die volgens de in dit opzicht ongewijzigde tekst bestaat in "de bevordering van de oprichting van nieuwe ondernemingen en de ontwikkeling van de bestaande ondernemingen in het bijzonder door de vestigingsmogelijkheden van industriële, ambachtelijke en dienstverlenende ondernemingen in het gewest te vergroten, door bedrijvenzones en bedrijfsgebouwen tot stand te brengen en te beheren en door informatie- en coördinatiediensten te ontwikkelen"), bijkomend ook "de verwezenlijking van openbare projecten van gewestelijk belang kan faciliteren op haar sites of in haar gebouwen". De nieuwe opdracht van "economische ontwikkeling" heeft tot doel de sites en gebouwen van de GOMB open te stellen voor Brusselse overheidsdiensten (in ruime zin: gewestelijke administraties en instellingen, gemeenten, intercommunales ...) die noden

5 De delen 3 en 5 behandelen respectievelijk de verenigingen en stichtingen en de Europese rechtsvormen.

hebben op het vlak van stedelijke industrie. Het is dus niet de bedoeling om kantoorruimte aan te bieden, maar wel bijvoorbeeld om een atelier te verhuren aan een administratie die een stand moet maken voor een beurs, een expositie of een specifiek evenement. Door te bepalen dat die nieuwe opdracht "bijkomend" is, wordt verzekerd dat het bevorderen van de ontwikkeling van economische initiatieven in de privésector de kernopdracht van de GOMB blijft, in het belang van de uitbouw van de Brusselse economie, en voor het begrotingsevenwicht van de instelling, die door haar economischeontwikkelingsopdracht veel zelf kan financieren.

De nieuwe, "bijkomende" opdracht zal worden gefinancierd overeenkomstig artikel 18, §1, eerste lid van de ordonnantie van 20 mei 1999 (namelijk met eigen middelen, inkomsten uit de stadsvernieuwings- en economische-ontwikkelingsopdrachten, leningen, werkingssubsidies en subsidies voor bijzondere projecten). De overheidsdiensten die toegang krijgen tot de sites en gebouwen van de GOMB, moeten de GOMB dus betalen voor de verleende prestaties.

§ 2 van het nieuwe artikel 4 verduidelijkt de middelen waarover de GOMB beschikt om haar opdracht van "*economische ontwikkeling*" te verwezenlijken, en om nieuwe instrumenten te kunnen ontwikkelen, met name via partnerschappen met privéspelers.

Let wel, in het nieuwe artikel 4 moet de term "onderneming" worden begrepen in de zin van het communautair mededingingsrecht. Hij omvat dus elke eenheid die een economische activiteit uitoefent, ongeacht haar rechtsvorm (vennootschap, vereniging ...) en de wijze waarop ze wordt gefinancierd, met uitzondering van overheidsdiensten.

§ 3 van het nieuwe artikel 4 draagt de GOMB op om "criteria te bepalen die het mogelijk maken om vestigingen en begeleidingsdiensten in de eerste plaats voor te behouden voor ondernemingen waarvan de activiteiten bijdragen tot de economische transitie". De raad van bestuur van de GOMB moet die criteria dus bepalen op basis van de (niet-exhaustieve) doelstellingen die in deze paragraaf aan bod komen. Voor de doelstelling "een adequate levenstandaard garanderen voor kwetsbaardere personen" kan de raad van bestuur bijvoorbeeld deze criteria vastleggen:

- de toegang tot producten en diensten die beantwoorden aan fundamentele menselijke behoeften, verbeteren;
- de toegang tot economische basisinfrastructuur verbeteren.

De doelstellingen uit deze paragraaf zouden ertoe aanleiding kunnen geven dat bijvoorbeeld deze criteria worden aangenomen:

- economische activiteiten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verankeren om zo de lokale productie te bevorderen;
- bijdragen tot een economisch buurtweefsel en zo het aantal verplaatsingen verminderen;
- de benutting van het grondgebied optimaliseren;
- bijdragen tot de creatie van kwaliteitsvolle en moeilijk delokaliseerbare jobs in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- de vorm van een coöperatieve vennootschap aannemen (doel: sociaal en democratisch ondernemerschap ontwikkelen).

Deze paragraaf bepaalt ook dat de ondernemingen geval per geval moeten worden geanalyseerd om te vermijden dat de GOMB ondernemingen die aan een of meerdere doelstellingen beantwoorden

maar er andere aanzienlijk zouden ondergraven, begeleidt/vestigingen aanbiedt. De raad van bestuur moet elk geval evalueren en zijn beslissingen gepast motiveren.

Tot slot spoort § 4 van het nieuwe artikel 4 de GOMB ertoe aan om de aanwerving van in het Brussels Gewest gedomicilieerde werknemers te bevorderen via de bedrijven die ze vestigt op haar sites.

Artikel 5

Dit vijfde artikel wijzigt artikel 5, § 1 van de ordonnantie van 20 mei 1999 door te bepalen dat citydev.brussels haar stadsvernieuwingsopdracht bij voorrang - maar niet uitsluitend - moet uitvoeren in:

- de door de Regering bepaalde strategische gebieden;
- of "*gebieden waar een tekort aan woningbouw vastgesteld wordt en die gekenmerkt zijn, hetzij door een sterk verval van het gebouwenpatrimonium, hetzij door de aanwezigheid van onbebouwde gronden die herverkaveld moeten worden of bouwrijp moeten worden gemaakt*".

Zodoende kan de GOMB projecten verwezenlijken:

1. in alle gebieden waar er een tekort is aan betaalbare middelgrote woningen;
2. in de "Zone voor Stedelijke Herwaardering";
3. in de gebieden die door de Regering als strategisch worden beschouwd en die overeenstemmen met de prioritaire ontwikkelingspolen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GDPO).

In punt 2° voegt dit artikel een nieuwe vierde paragraaf toe in artikel 5. Deze nieuwe paragraaf beoogt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de wettelijke machtigingen te verstrekken waarvan de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar advies nr. 73.269/3 van 14 april 2023 stelde dat zij ontbreken. Hiervoor wordt verwezen naar de memorie van toelichting.

Artikel 6

Moderne steden zijn complexe ecosystemen die voortdurend in beweging zijn en waar de verschillende functies hun plaats zoeken en met elkaar interageren. De ervaringen in het veld en de studies die de GOMB de voorbije jaren heeft uitgevoerd, tonen hoe belangrijk het is om bij de ontwikkeling van nieuwe vastgoedprojecten de verschillende stadsfuncties globaal te benaderen. Die aanpak brengt de GOMB in de praktijk door gemengde projecten te ontwikkelen waarin ze onder meer woningen, economische activiteiten en/of voorzieningen combineert. Deze taak wordt nu volwaardig vastgelegd als de derde opdracht van de GOMB.

Zij voert de opdracht uit door meer op zoek te gaan naar sites in dicht stedelijk gebied die ze kan aankopen, en door intenser samen te werken met andere openbare en private actoren. De instelling gebruikt de expertise die ze vergaart rond de opzet en de operationalisering van gemengde projecten om haar eigen gemengde projecten te verbeteren. Maar ze stelt die ook ten dienste van andere

gewestelijke actoren: de GOMB kan hen advies geven, onder meer voor de ontwikkeling van ondernemingsgebieden in een stedelijke omgeving (OGSO's).

In het kader van die opdracht moet de GOMB haar coördinatierol ten volle op zich nemen.

De nieuwe opdracht wordt opengetrokken naar de projecten waarvan het programma een mix van bestemmingen biedt - met hoofdzakelijk woningen, productieruimten, voorzieningen, openbare ruimten, groene ruimten en buurtwinkels - en zo inspeelt op de noden die volgen uit het project zelf of de omgeving waar het wordt ingeplant, en waarvan de GOMB hoofdontwikkelaar is of waarvoor ze een adviserende rol speelt.

Artikel 7

Er wordt een nieuw artikel, 5/ 1, ingevoegd in de ordonnantie van 20 mei 1999 om de coördinatieopdracht van de GOMB te bekrachtigen. Bijgevolg wordt de tekst van artikel 6 van die ordonnantie herzien, zodat ook hierin de nieuwe opdracht van de instelling wordt vermeld.

Artikel 8

De tekst van artikel 7 van de ordonnantie van 20 mei 1999 wordt aangepast: de coördinatieopdracht wordt erin geïntegreerd.

Artikel 9

Artikel 9 van het ontwerp is rechtstreeks geïnspireerd op de ordonnantie van 20 juli 2005 *betreffende de Maatschappij voor Stedelijke Inrichting*, en heeft tot doel vastgoedoverdrachten tussen overheidsinstellingen te faciliteren. Zo kan de GOMB haar opdrachten nog beter op zich nemen.

Artikel 10

In de beheersovereenkomst is een luik toegevoegd over maatschappelijke en milieudoelstellingen, zodat citydev.brussels daar nog meer op zou inzetten. Die toevoeging is ook terug te vinden in de nieuwe verwoording van artikel 4 van de ordonnantie van 20 mei 1999, die de GOMB opdraagt om *"criteria te bepalen die het mogelijk maken om vestigingen en begeleidingsdiensten in de eerste plaats voor te behouden voor ondernemingen waarvan de activiteiten bijdragen tot de economische transitie"*.

Artikel 11

Dit artikel vereist geen bijzondere commentaar.

Artikel 12

Dit artikel wijzigt 12 van de ordonnantie van 20 mei 1999.

De eerste paragraaf van het nieuwe artikel 12 bepaalt dat citydev.brussels twee bestuursorganen heeft, namelijk de algemene vergadering en de raad van bestuur. De samenstelling van die organen, zoals bepaald in artikels 13/1 (algemene vergadering) en 14, § 2 (raad van bestuur) van de ordonnantie, moet waarborgen dat de gemeenten en de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigd zijn én dat er een nauwgezet genderevenwicht is in die organen. Zo moet de algemene vergadering bestaan uit 12 vrouwen en 12 mannen (9 effectieve leden en 3 waarnemers van elk gender) en de raad van bestuur uit 6 vrouwen en 6 mannen. Zodoende geeft de Regering gehoor aan het streven naar gelijkheid dat is vastgesteld in de gewestelijke algemene beleidsverklaring voor 2019-2024 ([6]).

§ 2 en § 3 van het nieuwe artikel 12 herorganiseren de dagelijkse werking van de instelling:

- om de uitvoerende rol en de bijhorende verantwoordelijkheid van de voorzitter en de afgevaardigd bestuurder in te perken, wordt de laatstgenoemde een ondervoorzitter.
- in navolging van de werking van andere Brusselse ION ([7]) wordt het dagelijks bestuur van citydev.brussels toevertrouwd aan haar administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal (dus aan een ambtenaar in plaats van aan een mandataris), en als die afwezig zijn aan de directeur-generaal die ze aanwijzen.
- Er wordt ook bepaald dat er bevoegdheden kunnen worden gedelegeerd aan de voorzitter en de ondervoorzitter (die samen handelen) of aan de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal.
- De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal worden belast met de bevoegdheid om overheidsopdrachten te leiden die worden geplaatst bij onderhandelings-procedure zonder voorafgaande bekendmaking waarvan sprake in artikel 42, § 1, eerste lid, 1°, a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.
- De directeurs-generaal kunnen overheidsopdrachten van beperkte waarde leiden waarvan sprake in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.
- Er is ook een verwijzing naar de statuten in opgenomen met als doel dat er een exhaustieve lijst wordt opgesteld van handelingen die onder het dagelijks bestuur vallen.

Artikel 13

Artikel 13 van de ordonnantie van 20 mei 1999 heeft betrekking op de algemene vergadering, maar bepaalt de samenstelling er niet van. Die is vastgelegd in artikel 6 van de statuten van de GOMB. Krachtens dat artikel telt de algemene vergadering 96 leden, verdeeld over twee groepen (een groep met vertegenwoordigers van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de 19 Brusselse gemeenten, en een groep met vertegenwoordigers van de werkgevers- en werknemersorganisaties).

---

[6] Pagina 45: *"De Regering waarborgt een gelijke vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in alle besluitvormingsorganen in Brussel. Er zal bijzondere aandacht worden besteed aan de vertegenwoordiging van vrouwen op alle niveaus van het bedrijfsleven, in bestuursorganen en raden van bestuur."*

[7] Zoals Actiris, waar het dagelijks bestuur krachtens artikel 23 van de ordonnantie van 18 januari 2001 *houdende organisatie en werking van Actiris "wordt uitgeoefend door de leidend ambtenaar, bijgestaan door een adjunct-leidend ambtenaar"*.

Artikel 13 van dit ontwerp - dat artikel 13/1 invoegt in de ordonnantie van 20 mei 1999 - heeft tot doel de samenstelling van de algemene vergadering te wijzigen door:

- het aantal leden te herleiden tot 18 (9 leden die worden aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en 9 leden die worden aangesteld door de gemeenten) om de werking van het orgaan te verbeteren;
- de groep die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigt, te schrappen, opdat de algemene vergadering representatief zou zijn voor het aandeelhouderschap;
- te bepalen dat er 6 waarnemers (zonder stemrecht) aan deelnemen die worden aangesteld door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties die worden vertegenwoordigd in Brupartners.

Artikel 14

Dit artikel wijzigt artikel 14 van de ordonnantie van 20 mei 1999 ingrijpend.

De nieuwe § 1 van artikel 14 van de ordonnantie van 20 mei 1999 heeft tot doel de raad van bestuur ermee te belasten om geen "personeelsformatie" meer te bepalen, maar een "personeelsplan". Dat is namelijk een dynamischer instrument ([8]). De gewestelijke overheidsdiensten en de ION hebben hun personeelsformatie al vervangen door een personeelsplan ([9]). Het personeelsplan van de GOMB kan voor een of meerdere jaren worden opgesteld. In uitzonderlijke, naar behoren gemotiveerde omstandigheden mag de raad van bestuur ervan afwijken (het gaat om een strenge motiveringsplicht, gezien de verplichtingen die voortvloeien uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen).

§ 2 van dit artikel gaat over de samenstelling van de raad van bestuur. Die komt algemeen aan bod in artikel 14 van de ordonnantie van 20 mei 1999. De verschillende ledencategorieën worden er vermeld, met name de vertegenwoordigers van het Gewest en van de gemeenten, en de vertegenwoordigers van de werkgevers- en van de werknemersorganisaties. De exacte samenstelling van de raad van bestuur is vastgelegd in artikel 8 van de statuten van de GOMB. Dat bepaalt het volgende: *"De GOMB wordt beheerd door een raad van bestuur van vierentwintig leden", waarvan er 6 worden aangesteld door de Regering en 6 door de gemeenten, en 12 "elk voor de helft, aangesteld door de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties, met dien verstande dat de 6 leden van de werkgeversorganisaties 2 leden bevatten die de middenstandsorganisaties, vertegenwoordigd in Brupartners, vertegenwoordigen."* Het nieuwe artikel 14, § 2 van de ordonnantie van 20 mei 1999 heeft tot doel de verschillende categorieën te behouden, maar het aantal bestuurders te herleiden tot

---

8 In dit opzicht wordt in federale omzendbrief nr. 544 van 2004 met als onderwerp "Praktische informatie aangaande het personeelsplan" het volgende oordeel uitgedrukt: "het personeelsplan is een nieuw dynamisch instrument van personeelsplanning waarin een lange termijn dimensie [sic] vervat zit, gebaseerd op de strategische visie van de dienst". De personeelsformatie is volgens die omzendbrief achterhaald..

9 Zie bijvoorbeeld het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, of het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (toepasselijk voor het CIBG, Leefmilieu Brussel, de DBDMH, innoviris.brussels, perspective.brussels, de BGHM, Actiris, de Haven van Brussel en BPV)

12 om te verzekeren dat het beheer efficiënt en de discussies kwaliteitsvol verlopen. Van die 12 bestuurders:

- worden er 4 aangesteld door de leden van de algemene vergadering die worden aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;
- worden er 2 aangesteld door de leden van de algemene vergadering die worden aangesteld door de conferentie van burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- vertegenwoordigen er 6 de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties die worden vertegenwoordigd in Brupartners.

De leden van de algemene vergadering mogen bestuurders kiezen die al dan niet in de algemene vergadering zetelen, in naleving van het nieuwe artikel 13/1, § 1, tweede lid, dat bepaalt dat minstens vier leden (van de overheidsgroep) van de algemene vergadering deel uitmaken van de raad van bestuur.

Met het tweede lid van het nieuwe artikel 14, § 2 moet worden verzekerd dat er in de raad van bestuur één persoon aanwezig is voor een democratische politieke fractie die is vertegenwoordigd in het Brussels parlement en geen deel uitmaakt van de parlementaire meerderheid. Zodoende nemen de algemene transparantie van de werking van de instelling en de democratische controle ervan toe.

Het derde lid van het nieuwe artikel 14, § 2 verzekert dat voogdijministers van de GOMB voor wie er geen regeringscommissaris optreedt als tussenpersoon in de raad van bestuur van de GOMB, in die raad van bestuur een waarnemer mogen aanstellen. Die waarnemer beschikt uitsluitend over een raadgevende stem.

§ 3 van het nieuwe artikel 14 regelt het afzetten van bestuurders. Die kunnen enkel worden afgezet op initiatief van de groep van leden van de algemene vergadering die hen in eerste instantie had aangesteld (zo kan een bestuurder die werd aangesteld door de 9 leden die het Gewest vertegenwoordigen, enkel worden afgezet op voorstel van die 9 leden).

De bezoldigingen zijn onderworpen aan de maxima die bepaald zijn in de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie over de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen uit 2017.

Artikel 15

Gelet op de hervorming van de samenstelling van de raad van bestuur drong zich ook een hervorming op van het financieel comité, om te vermijden dat in dit orgaan te veel personen zouden zetelen in verhouding tot het ledenaantal van de voormelde raad.

Die hervorming biedt ook de gelegenheid om:

- het financieel comité om te dopen tot "auditcomité" (omdat de opdrachten van dat comité ontleend zijn aan die van het auditcomité dat werd ingevoerd bij artikel 7:99 van Wetboek van vennootschappen en verenigingen);

- te bepalen wie in het auditcomité zetelt (de voorzitter, de ondervoorzitter, een bestuurder uit de representatieve werkgeversorganisaties, een bestuurder uit de representatieve werknemersorganisaties, de administrateur-generaal, de directeur-generaal van de Algemene Diensten en de regeringscommissarissen);
- de opdrachten van het auditcomité te verduidelijken. Zo staat het comité de raad van bestuur bij in alle kwesties met betrekking tot de deelneming van de GOMB in het kapitaal van andere structuren, en in het onderzoek van de financiële informatie over de GOMB en over de vennootschappen waarvan ze aandeelhouder is. Het vergewist zich ook van de betrouwbaarheid en de integriteit van de financiële verslagen inzake risicobeheer, en bereidt tot slot de begroting en de jaarrekening van de GOMB voor.

Artikel 16

Artikel 15, § 1 van de ordonnantie van 20 mei 1999 heeft tot doel belangenconflicten bij de bestuurders te vermijden. Krachtens dat artikel is het voor hen verboden:

"1° aanwezig te zijn tijdens beraadslagingen en stemmingen over aangelegenheden waarin zij een rechtstreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als zaakgelastigde voor en na hun aanduiding, of waarbij hun bloed- en aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben;
2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te hebben in om het even welke opdracht afgesloten met de GOMB;
3° op te treden als advocaat, notaris of zaakgelastigde in rechtsgedingen die tegen de GOMB worden ingespannen. Ze mogen in die hoedanigheid niet pleiten, adviezen verstrekken of enige betwiste zaak volgen in het belang van de maatschappij."

De huidige versie van artikel 15, § 2 gelast de Regering de bestuurders die in strijd met die verbodsbepalingen handelen, af te zetten.

Dit artikel heeft tot doel:

- de algemene vergadering (zonder de waarnemers) de bevoegdheid toe te vertrouwen om bestuurders af te zetten;
- de aanhangigmaking bij de algemene vergadering van de zaak van een bestuurder toe te vertrouwen aan de groep of organisatie (Gewest, gemeenten, werkgevers- of werknemersorganisaties) waartoe de betrokken bestuurder behoort.

Artikel 17

Dit artikel heeft tot doel het begrip "afgevaardigd bestuurder" - dat niet meer geschikt is gezien de inperking van de uitvoerende rol en de verantwoordelijkheden van die mandataris (zie memorie van toelichting) - te vervangen door het begrip "ondervoorzitter" in de ordonnantie van 20 mei 1999.

Bovendien wordt bepaald dat de voorzitter en de ondervoorzitter:

- noodzakelijkerwijs tot een andere taalrol behoren;
- door de Regering worden aangesteld *"onder de bestuurders waarvan sprake in artikel 14, § 2, a)"*, d.i. onder de vier bestuurders die behoren tot de groep van het Gewest (en dus niet tot de groepen bestuurders die worden aangesteld door de gemeenten, de representatieve werkgeversorganisaties of de representatieve werknemersorganisaties).

Artikel 18

Dit artikel heft artikel 17 van de ordonnantie van 20 mei 1999 op, dat bepaalt dat de raad van bestuur bevoegdheden aan een of meerdere van zijn leden mag delegeren. Dit systeem is achterhaald, aangezien het nieuwe artikel 12 van de ordonnantie van 20 mei 1999 nieuwe mogelijkheden bepaalt op het vlak van bevoegdheidsdelegatie en het systeem voor het dagelijks bestuur wijzigt.

Artikel 19

Dit artikel heeft eveneens tot doel de tekst van de ordonnantie van 20 mei 1999 aan te vullen door de toevoeging van de coördinatieopdracht.

Artikel 20

Dit artikel wijzigt artikel 20 van de ordonnantie van 20 mei 1999:

- De woorden "met voorrang" worden toegevoegd aan § 2, tweede lid, om zo het artikel af te stemmen op de wijziging die artikel 5 van dit ontwerp aanbrengt. Krachtens dat artikel kan de GOMB projecten verwezenlijken in alle gebieden waar er een tekort is aan betaalbare middelgrote woningen, hoewel ze met voorrang moet blijven optreden in haar traditionele actiegebieden (de "Zone voor Stedelijke Herwaardering"), en de gebieden die door de Regering als strategisch worden beschouwd en die overeenstemmen met de prioritaire ontwikkelingspolen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GDPO).
- In § 3, eerste lid, wordt het woord "jaarlijks" toegevoegd voor de woorden "is goedgekeurd" en wordt een tweede lid ingevoegd. Dat is een noodzakelijke administratieve vereenvoudiging, aangezien (1) de GOMB een gedeconsolideerde instelling is en (2) de meerjaren-investeringsplannen monitoringinstrumenten zijn die vijf jaar vooruitblikken en meerdere keren per jaar worden herzien (met andere woorden: het heeft weinig zin om dat uiterst variabele plan systematisch voor goedkeuring voor te leggen aan de Regering).
- In § 3, vierde lid, van de Franse tekst wordt het woord "entraide" vervangen door het woord "entraîne". Zo wordt een materiële fout in de Franse tekst rechtgezet.

Artikel 21

Er wordt een artikel 20/1 ingevoegd in de ordonnantie van 20 mei 1999. Dit artikel heeft tot doel te bepalen dat, zoals ook het geval is voor de stadsvernieuwings- en economische-expansieopdrachten, de specifieke financiële middelen voor de coördinatieopdracht worden toegekend volgens de voorwaarden die werden bedongen in de beheersovereenkomst en die zijn vastgesteld door de Regering.

Artikel 22

Dit artikel vereist geen bijzondere commentaar.

Artikel 23

Er wordt verwezen naar de toelichting van artikel 17.

Artikel 24

Krachtens de ordonnantie van 17 juli 2020 houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren (BS 01.09.2020), moeten de Brusselse overheden met name:

- het only-once-principe toepassen, dat bepaalt dat "gegevens die reeds beschikbaar zijn in een authentieke bron niet opnieuw moeten worden meegedeeld aan een Brusselse overheid" (art. 2 van de ordonnantie van 17.07.2020);
- natuurlijke personen identificeren aan de hand van hun rijksregisternummer of identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (art. 4, § 1 van de ordonnantie van 17.07.2020);
- rechtspersonen identificeren via hun ondernemingsnummer (art. 4, § 2 van de ordonnantie van 17.07.2020).

Om haar opdrachten te kunnen uitoefenen, heeft de GOMB echter informatie nodig die al in bepaalde "authentieke bronnen" staat ([10]):

- Voor haar stadsvernieuwingsopdracht moet de GOMB bijvoorbeeld kunnen beschikken over verschillende gegevens over de (kandidaat-)kopers van haar woningen (leeftijd, attest van niet-eigendom, bewijs van domiciliëring in België, belastbaar inkomen, gezinssamenstelling, eventuele handicap, voortdurende domiciliëring in de door tussenkomst van de GOMB gebouwde woning voor 20 jaar ...).
- Voor haar economische-expansieopdracht moet de instelling de samenstelling van de bestuursorganen van bedrijven kunnen raadplegen, evenals hun budgettaire en boekhoudkundige situatie, het gewest waar de personeelsleden gedomicilieerd zijn. ...

---

10 Krachtens art. 2, 7° van de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende de oprichting en organisatie van een gewestelijke dienstenintegrator wordt een authentieke bron als volgt gedefinieerd: gegevensbank waarin authentieke gegevens bewaard worden. Een authentiek gegeven is dan weer een "gegeven dat door een participerende overheidsdienst ingezameld en beheerd wordt in een gegevensbank en geldt als uniek en oorspronkelijk gegeven over de desbetreffende persoon of rechtsfeit, zodanig dat andere instanties datzelfde gegeven niet meer hoeven in te zamelen" (art. 2, 6° van diezelfde tekst).

Doel van dit artikel is de GOMB formeel te machtigen om bij de authentieke bronnen die daarover beschikken, de informatie te raadplegen die ze nodig heeft om haar opdrachten uit te voeren. Dankzij die machtiging zou de GOMB niet meer te maken krijgen met een aantal praktische hinderpalen waarop ze soms botst wanneer ze toegang tot bepaalde informatie vraagt. Zo geeft het koninklijk besluit van 29 juni 2003 waarbij de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gemachtigd wordt toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken, de GOMB toegang tot een reeks gegevens, maar niet tot informatie over de gezinssamenstelling van de kandidaat-koper. Die informatie heeft ze echter nodig om bijvoorbeeld te bepalen wie in de eerste plaats toegang krijgt tot de grootste woningen.

Artikel 25

Krachtens de ordonnantie van 17 juli 2020 houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren (BS 01.09.2020), moeten de Brusselse overheden inzonderheid:

- het only-once-principe toepassen, dat bepaalt dat "gegevens die reeds beschikbaar zijn in een authentieke bron niet opnieuw moeten worden meegedeeld aan een Brusselse overheid" (art. 2 van de ordonnantie van 17.07.2020);
- natuurlijke personen identificeren aan de hand van hun rijksregisternummer of identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (art. 4, § 1 van diezelfde ordonnantie);
- rechtspersonen identificeren via hun ondernemingsnummer (art. 4, § 2 van de ordonnantie van 17.07.2020).

Om haar opdrachten te kunnen uitoefenen, heeft de GOMB echter informatie nodig die al in bepaalde "authentieke bronnen" staat:

- Voor haar stadsvernieuwingsopdracht moet de GOMB bijvoorbeeld kunnen beschikken over verschillende gegevens over de (kandidaat-)kopers van haar woningen (leeftijd, attest van niet-eigendom, bewijs van domiciliëring in België, belastbaar inkomen, gezinssamenstelling, eventuele handicap, voortdurende domiciliëring in de door tussenkomst van de GOMB gebouwde woning voor 20 jaar ...).
- Voor haar economische expansieopdracht moet de instelling kennis kunnen hebben van de statistieken over de werkgelegenheidsgraad van de Brusselaars op haar sites.

Doel van dit artikel is de GOMB formeel te machtigen om bij de authentieke bronnen die daarover beschikken, de informatie te raadplegen die ze nodig heeft om haar opdrachten uit te voeren. Dankzij die machtiging zou de GOMB niet meer te maken krijgen met een aantal praktische hinderpalen waarop ze soms botst wanneer ze toegang tot bepaalde informatie vraagt. Zo geeft het koninklijk besluit van 29 juni 2003 waarbij de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gemachtigd wordt toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken,

de GOMB toegang tot een reeks gegevens, maar niet tot informatie over de gezinssamenstelling van de kandidaat-koper. Die informatie heeft ze echter nodig om bijvoorbeeld te bepalen wie in de eerste plaats toegang krijgt tot de grootste woningen.

Daartoe voegt artikel 11 van dit voorontwerp in de ordonnantie van 20 mei 1999 toe:

- een hoofdstuk VI met de titel "Toegang tot de authentieke bronnen";
- dat voorziet in de artikelen 26/1 tot 26/8 die een strikte omschrijving geven van (1) de bronnen die vereist zijn voor de uitoefening van de opdrachten van openbare dienst van de GOMB, (2) het doel van de verwerking van de gegevens en (3) het personeel dat toegang krijgt tot de gegevens.
- rekening houdend met Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit nr. 81- 2023 van 27 april 2023.

*